



## Revue de presse

### Semaine 47 - 10

#### **SOCIAL** (page 2 à 12)

- Chérèque: "La crise financière m'a changé"
- La CFDT tient enfin de quoi accuser la Socata de discrimination
- Menace sur les retraites complémentaires et sur les avantages familiaux
- Le comité d'entreprise d'EDF accusera plus de 100 millions d'euros de pertes en 2010

#### **AREVA**

- **Ouverture du capital** (page 13 à 24)
- Les piètres agissements de l'Etat actionnaire dans le dossier Areva
- Areva : l'Elysée plus que jamais à la manœuvre
- Areva : augmentation de capital en deux temps ?
- Areva : l'augmentation de capital menace de s'enliser
- Le conseil sur l'augmentation du capital repoussé
- Pourquoi Areva peine à boucler son augmentation de capital
- Areva rejette les conditions du Qatar
- Capital Areva/EDF: pas de discussion
- L'augmentation de capital d'Areva de plus en plus incertaine
- **Divers** (page 25 à 31)
- Total reste intéressé par l'EPR de Penly
- Maubeuge : le centre d'essais JSPM est le plus performant du monde
- Origine russe des combustibles: Axpo admet s'être montré "naïf"
- CHALON : « Stratégie nucléaire » pour l'International Nuclear ACADEMY
- 25 ans de travaux à l'ancienne usine de La Hague

#### **CEA** (page 32 à 39)

- Bagnols sur Ceze : Vers les centrales de 4e génération
- Production de radio-isotopes médicaux: redémarrage du réacteur Osiris
- Le plateau de Saclay, un défi pour l'avenir
- Les promesses du photovoltaïque à concentration

#### **DIVERS** (page 40 à 42)

- Otages au Mali : Paris sommé de négocier avec Ben Laden
- ENVIRONNEMENT : Cancún : dépression annoncée sur le climat

# SOCIAL



Mardi 23 novembre 2010

## Chérèque: "La crise financière m'a changé"

Par propos recueillis par Corinne Lhaïk, publié le 23/11/2010

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque, le 10 Juin 2010 à Tours, lors du 47e congrès de la CFDT. CGT et CFDT sont les deux piliers de l'intersyndicale, qui réunit également la CFTC, la FSU, Solidaires et l'Unsa.

AFP PHOTO / ALAIN JOCARD

***Alors que les syndicats mobilisent ce mardi contre la réforme des retraites, le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque place la question très sensible des inégalités au coeur du débat public. Entretien avec un syndicaliste en colère.***

Il était probablement le syndicaliste qui avait le plus à prouver dans le conflit sur les retraites: montrer que la CFDT, qui avait accepté la réforme de 2003, était aussi capable de s'opposer. Mission accomplie. On a vu un François Chérèque vindicatif, peu soucieux de plaire au gouvernement, exaspéré par l'arrogance du capitalisme. La crise a radicalisé le secrétaire général du syndicat réformiste. Il sait qu'il doit maintenant retrouver le chemin des négociations. Ce ne sera pas le plus facile.

### **Qui a gagné la bataille des retraites?**

Même si la loi a été promulguée, nous avons gagné la bataille de l'opinion. Les syndicats ont réussi à faire passer l'idée que cette réforme était injuste et non financée, et qu'il en fallait une autre. Le gouvernement a donc été obligé d'accepter une nouvelle mise à plat, en 2013. On ne peut plus continuer à réformer nos retraites sans revoir le système actuel, sauf à accroître les inégalités et à provoquer non une contestation, mais une révolte. A nous d'utiliser le rendez-vous de 2013 pour faire une réforme à long terme. Un an après l'élection présidentielle, voilà une occasion unique de travailler à un consensus. Il est clair que toute réforme sera compliquée, qu'il faudra un débat contradictoire fort dans le pays. A la CFDT, cela ne nous fait pas peur.

### **Nicolas Sarkozy paiera-t-il en 2012 le fait d'avoir imposé sa loi?**

Ceux qui ont manifesté contre cette réforme s'en souviendront. Mais, pour le président de la République, les difficultés débutent dès aujourd'hui. Lors de son interview à la télévision [le 16 novembre], il a parlé d'emploi pendant trois minutes à peine au cours d'une intervention qui a duré une heure et demie. Or la crise financière a fait ressortir les problèmes de la société française, de manière plus aiguë. Les tensions sont fortes. A l'hôpital, par exemple, où se cumulent la contrainte financière et la désorganisation du système de santé.

### **Le rééquilibrage des pouvoirs entre l'Elysée et Matignon est-il important pour un leader syndical?**

Depuis dix-huit mois, les ministres étaient davantage des directeurs de cabinet du conseiller social de l'Elysée [Raymond Soubie] que des responsables politiques. Si les ministres deviennent de vrais décideurs, cela devrait faciliter le dialogue. La vraie question demeure celle de la relation entre l'Etat et les partenaires sociaux. Depuis un an, les entorses se multiplient. D'abord, il y eut la difficulté de dialoguer sur la réforme des retraites, puis la quasi-désignation du président du

Conseil économique, social et environnemental par le Conseil des ministres, ou la ponction dans certains fonds gérés de manière paritaire par les syndicats et le patronat, sans concertation. Enfin, l'hostilité de l'UMP à l'organisation du dialogue social dans les petites entreprises, et les propos de Jean-François Copé, son nouveau secrétaire général, qui n'a vu que des transgressions syndicales là où s'exprimait la souffrance de la population.

**Mais étiez-vous prêt à négocier sur les retraites?**

Je n'ai jamais dit que tout devait être réglé par une négociation sur ce sujet qui relève de la loi. Mais je n'ai pas cessé de faire des propositions d'adaptation, y compris financières.

**Avez-vous compris les propositions de Martine Aubry?**

La position du PS reste floue. Mais, pour 2012, nous aurons la même exigence vis-à-vis de tous les partis pour qu'ils nous disent quel système ils veulent construire. Se contenter d'adapter l'architecture actuelle, ce serait perpétuer les inégalités.

**La retraite sera-t-elle l'un des grands thèmes pour 2012?**

Le grand thème sera la réduction des inégalités en termes d'emploi, de salaires, de fiscalité, de protection sociale. La retraite est au coeur de ces sujets, car elle est le résultat de ces inégalités.

**La CFDT sort-elle renforcée ou affaiblie de ce conflit?**

Deux mots dominant chez nous: fierté et cohésion. Nous avons le sentiment d'avoir mené une bataille pour défendre nos valeurs. En sortira-t-on renforcé? Je vous répondrai plus précisément en avril prochain, quand nous aurons le chiffre de nos adhérents pour 2010. Déjà, nous notons un signe encourageant: le triplement des adhésions par Internet.



REUTERS

Le président Nicolas Sarkozy rencontre les représentants syndicaux François Chérèque (CFDT) et Bernard Thibault (CGT) à l'Elysée, le 10 mai 2010.

**A la télévision, avec Bernard Thibault, vous étiez volubile et lui, taiseux, vous surveillant du coin de l'oeil...**

Qu'il me regardait comme vous le dites, je n'en ai pas eu conscience. Quant à nos différences d'expression, elles s'expliquent. La CFDT avait débattu des retraites et fait des choix. Pas les autres organisations, en particulier la CGT. A partir du moment où nos deux syndicats étaient d'accord sur l'essentiel, nous pouvions avoir, parfois, des expressions différentes.

**Au sein de la CFDT, certains pensent que la CGT tire davantage profit du conflit que vous.**

Je ne sais pas qui s'exprime comme cela car je n'ai rien entendu de tel au cours de notre dernier bureau national. Cela dit, il faut être réaliste. Ceux qui sont d'une culture d'opposition plus que de proposition sont toujours plus visibles. Mais la CFDT a su à la fois exprimer cette opposition et avancer des propositions alternatives. Cela fait notre force, notre identité et notre fierté. Aujourd'hui, il est vrai qu'il est plus difficile de montrer notre efficacité dans des réformes concrètes que de camper sur la protestation. Mais l'histoire n'est pas finie.

**Justement, voyez-vous votre alliance tactique avec la CGT se transformer en alliance stratégique ou allez-vous plutôt vous rapprocher de l'Unsa, pour constituer un pôle réformiste?**

L'enjeu pour le syndicalisme réformiste, c'est la capacité à faire des propositions communes crédibles. Avec l'Unsa, avec laquelle les contacts sont anciens, mais aussi avec la CGC, la CFTC et d'autres si elles le veulent.

### **Y compris la CGT?**

Je ne suis pas obsédé par la CGT. Nous allons bientôt négocier deux importants sujets, l'assurance-chômage et les retraites complémentaires. Historiquement, la CGT s'est toujours extraite de ces compromis. Va-t-elle changer ?

### **Que faire pour l'emploi des jeunes, sujet récurrent depuis trente ans?**

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, la France ne se sort pas mieux de la crise que les autres. En Allemagne, la croissance redémarre quatre fois plus fort et, surtout, le chômage y est plus bas qu'à l'entrée dans la récession. Pourquoi? Parce que les Allemands ont utilisé tous les outils du dialogue social, chômage partiel, réduction du temps de travail, etc., pour maintenir les salariés dans l'entreprise.

En France, nous avons réussi à négocier des dispositifs similaires, mais les entreprises françaises ne les utilisent pas assez. Elles ont fait le choix de rééquilibrer leurs marges financières tout de suite et ont donc licencié, alors que les Allemands ont préféré privilégier la sortie de crise.

Pour les jeunes, l'enjeu n'est pas de mettre en place de nouveaux dispositifs, mais d'arrêter le bizutage social de la précarité. [Laurence Parisot](#) [présidente du Medef] dit que le passage de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans va provoquer un choc psychologique chez les employeurs. Alors, je leur dis, ça y est, sortez de votre divan, l'analyse est terminée! Gardez les seniors, sans les opposer aux jeunes.

### **Le président veut multiplier par deux le nombre de contrats en alternance...**

Le gouvernement a une feuille de route, c'est le Livre vert de Martin Hirsch sur la jeunesse: qu'il l'applique! Sur les problèmes de formation, d'orientation, sur les contrats aidés, l'alternance, tout est sur la table, on ne va pas recommencer.

Le problème de l'alternance, c'est que les entreprises n'accueillent pas assez de jeunes. Ou bien celles-ci acceptent de reconnaître leur responsabilité sociale, ou bien elles vivent hors-sol, en dehors des réalités. Mais alors, qu'elles cessent de ricaner sur les lacunes de la formation des jeunes!



REUTERS/Gonzalo Fuentes

Bernard Thibault et François Chérèque lors de la manifestation contre la réforme des retraites le 6 Novembre 2010 à Paris.

### **Sur la réforme de la dépendance, quels sont vos souhaits et vos craintes?**

Le président a parlé de créer un cinquième risque de la Sécurité sociale, cela correspond aux ambitions de la CFDT. Notre crainte, c'est que le financement ne soit pas équitable.

Par exemple, si le gouvernement récupère les aides à la dépendance sur les patrimoines au moment de leur transmission, les plus riches se dispenseront de demander des prestations et pourront céder leur fortune sans aucune retenue.

Les plus pauvres, eux, seront contraints de recourir à l'aide et verront leur petit patrimoine amputé. Ou, pis, ils renonceront à l'aide. En revanche, si le gouvernement décide d'une taxation sur toutes les transmissions de patrimoine, pour financer la dépendance, cela nous paraîtrait plus juste.

### **Et une hausse de la CSG des retraités?**

Il serait temps que la solidarité intergénérationnelle fonctionne aussi des plus âgés vers les jeunes. A revenu égal, l'imposition à la CSG doit être égale, que l'on soit actif ou retraité. On ne peut pas créer un nouveau service pour les plus âgés qui soit uniquement financé par les actifs.

### **Regrettez-vous le départ de Raymond Soubie?**

Malheureusement pour lui, il part à un moment qui n'est guère positif alors qu'il a à son actif un long parcours dans le dialogue social. Il n'est pas en cause, mais il s'est retrouvé dans la situation de décideur politique, ce qui n'aurait pas dû être son rôle.

### **Etes-vous content de retrouver Xavier Bertrand?**

Au moins, on n'aura pas à lui expliquer les dossiers!

### **Ce conflit vous a-t-il changé?**

Ce n'est pas ce conflit qui m'a changé, mais la crise financière. Quand j'entends qu'un haut dirigeant de LVMH se fait 18 millions d'euros de bénéfices en revendant ses stock-options dans la journée!

Qu'en même temps Bernard Arnault [PDG de LVMH], actionnaire de Carrefour, cherche à imposer à cette entreprise une vision de rentabilité à court terme, toujours néfaste pour les salariés.

Le capitalisme financier est responsable de la crise et on la fait payer aux salariés pour que tout redevienne comme avant! C'est inacceptable. Demain, si les gens ne vont pas voter, s'ils mènent des actions radicales dans les entreprises, il ne faudra pas s'en étonner.

### **Ce printemps, vous vous êtes posé la question de quitter la CFDT, avant la fin de votre mandat, pour prendre la tête de la Confédération européenne des syndicats. Pourquoi y avoir renoncé?**

Je ne vois comment j'aurais pu m'impliquer dans ce conflit important tout en me projetant à Bruxelles. Et puis j'ai envie de doter la CFDT d'un avenir fort.

### **Certains disent que vous avez émis le souhait de ne pas aller jusqu'au bout de votre mandat?**

Aujourd'hui, je ne me pose pas la question.

### **Vous l'êtes-vous posée?**

Tous les matins, je me demande si je suis à la bonne place. C'est mon caractère. Mais la question de mon départ anticipé ne se pose pas. Maintenant que la cohésion de la CFDT est forte, laissez-moi en profiter [rires]!

### **Souhaitez-vous que Laurent Berger vous succède?**

A la commission exécutive, nous avons des responsables jeunes et brillants. Quatre ou cinq sont susceptibles de me succéder. Pour le moment, nous sommes dans une dynamique d'équipe plus que de personnes. Mais le débat sur mon avenir n'est pas d'actualité ; comment y penser quand on est dans une période d'activité si intense?

**19/11/2010**

## **La CFDT tient enfin de quoi accuser la Socata de discrimination**

**SOCIAL.** Manifestant devant la Socata de Tarbes en octobre 1998, le délégué CFDT de ce qui était encore une filiale à 100% d'EADS, Bernard Gallianou pestait déjà contre les discriminations dont ses adhérents faisaient l'objet.

Douze ans plus tard, le sous-traitant Socata n'est plus filiale qu'à 30% du constructeur européen pour le compte duquel il produit des éléments de fuselage. Mais la carrière d'un cédétiste y rame toujours autant comparée à celle d'un syndicaliste de l'Entente FO-CGC-CFTC.

*«Nous avons toujours manqué de preuves pour saisir l'inspection du travail d'une atteinte au droit des syndiqués»,* ruminait alors le syndicaliste. Ainsi, sans que rien ne vienne jamais la contrarier, la Socata pouvait toujours, comme en 1997, demander à ses cadres d'*«aider les syndicats qui vont dans le bon sens pour l'entreprise»*.

Il semble que ce petit jeu doive toutefois bientôt se conclure. La CFDT a enfin de quoi déposer une plainte auprès du juge d'instruction de Tarbes, avec constitution de partie civile:

La discrimination syndicale est vieille comme le monde aéronautique. Mais c'est en 2007, à Tarbes, que le climat s'est gâté. Deux ans auparavant, EADS et la Socata avaient fini par signer un accord prévoyant divers rattrapages. Mais les cédétistes ne voyaient encore passer que des queues de cerises: ils décidaient pour le coup de s'en ouvrir à l'Inspection du Travail.

Après une longue enquête, ladite inspection rédige un rapport pas piqué des hannetons sur les salaires et les carrières qui montre qu'il ne fait en effet pas bon être cédétiste dans l'aéronautique. Rapport remis au procureur de la République à Tarbes, lequel ordonne à son tour un complément d'enquête.

C'est avec ces documents que le syndicat CFDT de la Métallurgie des Hautes-Pyrénées s'en va, mardi prochain 23 novembre, déposer une plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction. Tant qu'à faire, les élus et mandatés de la CFDT de la Socata vont aussi introduire une procédure aux Prud'hommes.

L'employeur qui a longtemps tergiversé sur cette question de la discrimination ne peut plus échapper au procès. La constance n'est pas la moindre des qualités des cédétistes de la Socata.

**GLv.**

# Menace sur les retraites complémentaires et sur les avantages familiaux

Source : La Tribune.fr - 19/11/2010 | 16:49 - 1259 mots |



 Copyright Reuters

**Eludé lors de la réforme du régime général, le maintien de la majoration des pensions pour les parents de trois enfants sera sur la table lors des négociations qui s'ouvrent le 25 novembre.**

Le sujet des « avantages familiaux » n'a fait qu'une petite apparition dans les débats sur la réforme du régime général des retraites. Mais il devrait opérer un retour en fanfare lors des négociations qui démarrent entre patronat et syndicats, le 25 novembre, autour des régimes complémentaires Arrco et Agirc.

## Des sommes qui font saliver

Les sommes consacrées par ces deux régimes aux bonifications de pensions pour les parents de famille nombreuse font, en effet, saliver plusieurs parties prenantes des futures discussions. L'Arrco y consacre 1,7 % de ses charges, soit plus de 500 millions en 2009. La dépense est encore plus importante pour l'Agirc, qui y dédie 4,7 % de ses moyens, soit plus de 850 millions d'euros en 2009.

## Des bonus coûteux

Coûteux, ces bonus sur les pensions sont beaucoup moins connus que les majorations de durée d'assurance. Les retraités, qui ont eu trois enfants ou plus, bénéficient d'une majoration de leur pension. De 10 % pour la retraite payée par le régime général et de 5 % pour la retraite complémentaire commune à tous les salariés du privé (Arrco). A cela s'ajoute, pour les cadres, une majoration progressive versée par l'Agirc, sur la base de 8 % pour trois enfants et 4 % par enfant supplémentaire dans la limite de 24 %.

## Trouver de nouvelles recettes

Alors que la crise économique a fait plonger les comptes des régimes complémentaires dans le rouge - le déficit pourrait approcher 2,5 milliards d'euros par an en 2010 et 2011 -, les négociateurs vont devoir trouver de nouvelles recettes pour rétablir l'équilibre. Or, revoir les conditions d'octroi ou le montant des « bonifications de pension » permettrait d'être moins drastique sur les autres décisions, comme la baisse du niveau du point servant de base au

calcul de la retraite, l'augmentation du taux de cotisation ou la diminution du taux de rendement.

### **Plus d'équité**

Si l'utilisation des avantages familiaux pour retrouver des marges de manoeuvre financières est surtout défendue par la partie patronale, tous les syndicats n'y sont pas hostiles. Ainsi, la CFDT serait prête à étudier le dossier dès lors que les sommes dégagées servent à réintroduire plus d'équité dans le système. Déjà, dans le débat sur le régime général, François Chérèque avait proposé ? sans succès ? de forfaitiser cet avantage pour qu'il soit davantage concentré sur les retraités les plus modestes, et d'utiliser le surplus pour financer le maintien de l'âge de départ à taux plein à 65 ans pour les femmes et les salariés touchés par la précarité.

### **Impopulaire**

Reste que remettre totalement ou partiellement en cause la bonification de pension risque de s'avérer impopulaire. Plus de 5 millions de personnes ? soit 42 % des retraités, dont 2,7 millions relevant de l'Agirc et de l'Arrco ? percevaient un bonus en 2004, selon le rapport que le Conseil des retraites a consacré aux avantages familiaux en 2008. Pour un montant moyen de 89 euros par mois. Autre difficulté, l'impact d'une telle décision sur les finances des complémentaires. Elle ne pourrait s'appliquer qu'aux nouveaux retraités et n'auraient donc qu'un effet progressif sur les comptes. Le débat s'annonce vif.

### **Y-a-t-il un pilote pour la politique familiale ?**

Famille, je vous... aimais. Le nouveau gouvernement Fillon ne compte plus de secrétariat d'Etat à la Famille. Plus que la disparition de ce maroquin (que détenait Nadine Morano), l'absence de l'intitulé « famille » de l'organigramme du gouvernement fait tiquer une partie des parlementaires. Dans la pratique, c'est Roselyne Bachelot, ministre de la solidarité et de la cohésion sociale, qui hérite du dossier. « Je ne sais pas quelle est la conviction de l'exécutif en matière de politique familiale », s'inquiète toutefois Hervé Mariton, député UMP de la Drôme. Du refus répété du gouvernement de familialiser le bonus-malus automobile à la toute récente suppression de l'avantage fiscal pour les jeunes mariés, l'exécutif semble vouloir, depuis 2007, rogner la dimension des politiques publiques en la matière.

### **Un chiffon rouge**

« Je ne comprends pas nos complexes sur ces sujets et que le gouvernement aille à contre-courant de son électorat », s'indigne Hervé Mariton. Il se félicite néanmoins que l'exécutif et sa majorité soient tombés d'accord sur le curseur à ne pas toucher, un ultime tabou, à savoir la mise sous condition de ressources des allocations familiales. Cette proposition, portée notamment par la commission Attali, agit en effet comme un chiffon rouge sur les élus de l'UMP dès qu'elle est évoquée.

### **Le lobby "famille"**

Si d'un côté la politique familiale, qui pèse 80 milliards d'euros, semble manquer d'un pilote, en face le lobby « famille » est bien organisé. Certes, il n'a pas réussi à faire plier le gouvernement sur l'avantage fiscal jusque-là concédé aux jeunes mariés. Mais il a obtenu une victoire importante en faisant rejeter la fiscalisation des majorations de pensions (voir encadré



ci-contre). En 2008, sous la pression de ce même lobby, le gouvernement, tenté d'interrompre le financement par l'Etat de la carte famille nombreuse, avait battu en retraite.

### **Les couples n'étaient déjà pas à la noce**

Il n'y a pas que sur les retraites complémentaires que les menaces se précisent. Le gouvernement a ainsi été sommé par Bruxelles de revoir sa copie au sujet d'un bonus accordé pour chaque enfant élevé, appelé « majoration de durée d'assurance » (MDA). Auparavant réservé aux femmes à hauteur de 8 trimestres supplémentaires validés pour chaque enfant, ce petit plus doit être partagé avec le père depuis le 1er janvier 2010. Ainsi, 4 trimestres sont automatiquement accordés à la mère et les 4 autres doivent être arbitrés entre les deux parents. Le choix devant être fait au plus tard 4,5 ans après la naissance.

### **Le conjoint qui gagne le mieux sa vie**

Initialement, cet avantage pour les mères de famille venait compenser leurs carrières souvent écourtées par le fait d'avoir élevé des enfants. Mais ces nouvelles règles ont redistribué les cartes. En mettant de côté l'éventualité d'un divorce pour se concentrer sur l'aspect strictement financier, le choix le plus rentable consiste souvent à donner l'année de MDA au conjoint qui gagne le mieux sa vie ou à qui il ne manque que quelques trimestres pour avoir le taux plein. Et donc, statistiquement, au mari le plus souvent. « Pour faire très simple, une année supplémentaire permet d'effacer 5 % de pénalité si l'on ne dispose pas du nombre de trimestres requis, résume Marc Darnault, associé chez Optimaretraite.

### **Simulation**

Si l'on raisonne au niveau du couple, mathématiquement, il vaut mieux gagner 5 % de 1.000 euros que de 100 euros. » Le cabinet de conseil a réalisé une simulation pour un couple dont la femme qui a travaillé à temps partiel et totalise 24 trimestres à 35 ans, alors que son mari cumule 72 trimestres à 40 ans. En donnant l'annuité de MDA au père au lieu de la mère, le gain net a été estimé à environ 3.000 euros par an sur la pension du couple.

### **Effet pervers**

Un exemple qui montre bien l'effet pervers du nouveau système et les tensions qui risquent de naître au sein du couple au moment de choisir. Sans même parler des problèmes qui en découleront en cas de divorce. Les jeunes mariés et pacsés non plus ne sont pas à la noce. Dès le 1er janvier prochain, ils ne pourront plus bénéficier de l'avantage fiscal d'effectuer trois déclarations l'année du mariage ou du pacs (une pour chaque conjoint, une pour le couple). D'après les calculs réalisés pour « La Tribune » par Cyrus Conseil, le manque à gagner s'élève 8.709 euros pour deux conjoints gagnant 50.000 euros chacun par an, et de 7.424 euros si l'un des conjoints perçoit une rémunération annuelle de 75.000 euros et l'autre 25.000 euros.

**Anne Eveno, Agnès Laurent et Alexandre Phalippou - 19/11/2010, 16:49**

## Le comité d'entreprise d'EDF accusera plus de 100 millions d'euros de pertes en 2010



©REA

***Plombée par des investissements hasardeux, la Caisse centrale des activités sociales, richissime comité d'entreprise d'EDF, va devoir vendre des actifs, réduire ses coûts et augmenter les tarifs des séjours de vacances payés par les électriciens et les gaziers pour tenter de redresser la situation financière.***

«La Caisse centrale des activités sociales est en perdition», lâche à demi-mot l'un des dirigeants de la CGT. La CCAS, richissime comité d'entreprise d'EDF et de GDF-Suez dirigé par la centrale de Montreuil, serait en passe de terminer l'année 2010 avec un déficit d'exploitation compris entre 100 et 120 millions d'euros.

Une catastrophe financière difficilement compréhensible, compte tenu de la générosité des industries électriques et gazières (IEG). La loi de 1946 prévoit en effet que les IEG doivent verser à leur «CE» 1% du montant de leurs ventes d'énergie en France. Cette année, cette somme a représenté 470 millions d'euros, dont 95% environ à la charge d'EDF et de GDF-Suez, et le reste à celle de plusieurs contributeurs comme Electricité de Strasbourg.

En réalité, la CCAS a touché à elle seule 325 millions en 2010. Le solde de 145 millions, a principalement été attribué aux CMCAS et à ses sections, c'est à dire à un gros millier d'antennes décentralisées (cette bureaucratie maille l'Hexagone pour financer les activités sportives et culturelles des électriciens et des gaziers). C'est un «Comité de coordination» des œuvres sociales également dirigé par la Fédération nationale des mines et de l'énergie (FNME) de la CGT qui se charge de répartir la manne, en s'attribuant quelques millions au passage, histoire de constituer des réserves...

Mais en plus de cette dotation de 325 millions, la CCAS encaisse aussi des recettes commerciales : 130 millions d'euros cette année, qui proviennent surtout des ventes de séjours de vacances, et des repas servis dans les restaurants d'entreprise.

### **Les dépenses ont flambé en 2010**

L'ennui, c'est que les dépenses de la CCAS ont tellement flambé cette année qu'elles devraient, selon la direction, atteindre 555 à 575 millions d'euros le 31 décembre prochain. Pourquoi ? D'abord, à cause d'«Acti en mouvement». Cette réforme devait permettre de réduire les coûts en adaptant mieux les moyens aux besoins, au lieu de quoi elle a eu l'effet inverse : en 2009, par exemple, les effectifs permanents de la maison avaient augmenté de 11% par rapport à 2007, année précédant la réforme...

Et puis la CCAS s'est mise en tête, en 2008, de racheter la Compagnie internationale André Trigano (CIAT), le fabricant de toiles de tente, fournisseur depuis cinquante ans de ses colo de vacances comme de la Fête de l'Huma. Le prix de cette CIAT en pleine déconfiture a été fixé à 82 millions d'euros, mais la CCAS a déjà dû procéder à une augmentation de capital de 25 millions. Et ce n'est pas fini.

Pas étonnant donc que cette folie dépensière laisse présager un déficit supérieur à 100 millions pour cette année. En 2009, déjà, les pertes dues à la gestion de Michael Fieschi, le président de la CCAS, et de Jean-Pierre Crémone, son directeur général, ont atteint 64 millions d'euros (les deux dirigeants, que nous avons sollicités, ont refusé de nous répondre).

Pour boucher un peu artificiellement ce trou, ils se sont à l'époque tournés vers le Comité de coordination qui leur a reversé les 32 millions d'euros de cagnotte que cette émanation de la FNME-CGT avait patiemment constitué depuis 2007 en puisant dans le 1% des entreprises. C'est grâce à cet élément exceptionnel que les pertes de l'exercice ont pu être ramenées à 32 millions.

Hélas, à la fin du mois d'août 2010, le comité de coordination n'avait plus de tirelire à casser lorsqu'un nouveau déficit de 89 millions d'euros s'est affiché au tableau de bord de la CCAS. Les deux dirigeants cégétistes ont alors pensé aux 250 millions d'euros de réserves constituées au fil des ans grâce aux contrats d'assurance IDCP (invalidité décès complément prestations), souscrits volontairement par les salariés. Ils envisagent aujourd'hui de puiser 70 millions d'euros dans cet autre fonds.

**Le tarif des séjours de vacances doublera en trois ans**

Michael Fieschi et Jean-Pierre Crémona ont toutefois décidé de réagir avant d'épuiser leurs dernières réserves. Pour redresser la situation financière, ils chercheraient d'abord à vendre pour 50 millions d'euros d'actifs immobiliers, sur un patrimoine constitué de 214 centres de vacances adultes et enfants, dont la CCAS a elle-même estimé la valeur à 4,5 milliards d'euros. Difficile, quand on sait qu'elle a jusqu'alors peine à vendre pour 25 millions d'euros d'actifs depuis 2004.

La Caisse proposera ensuite à son conseil d'administration de décembre prochain d'augmenter de 33% les tarifs des séjours de vacances payés par les électriciens et les gaziers, de manière à faire passer ses recettes commerciales à 155 millions d'euros en 2011, soit 25 millions de mieux qu'en 2010.

Grâce à trois augmentations de tarifs successives, la CCAS doublera d'ailleurs les prix des vacances en trois ans. Le comité d'entreprise ambitionne également d'accroître de 7% l'an prochain le nombre de repas servis aux salariés, alors même que ce chiffre n'a pas cessé de décliner depuis dix ans. Enfin, les dirigeants se font fort de réduire de 36 millions d'euros leurs coûts de fonctionnement, ce qui paraîtra ambitieux quand on songe à l'efficacité de la réforme «Acti en mouvement».

Par chance, le ministère de l'Industrie a déjà averti la CCAS que la dotation annuelle versée par les IEG allait mécaniquement augmenter en 2011, du fait de la hausse des tarifs de l'énergie : la Caisse pourrait du coup compter sur 360 millions d'euros, soit 35 millions de plus que cette année...

La plupart des observateurs estiment peu probable que ces mesures de redressement soient couronnées de succès. Et si, par extraordinaire, elles l'étaient, la trésorerie de la Caisse resterait négative à hauteur de 130 millions d'euros, ce qui explique les réticences des banques qui ont été appelées à l'aide.

Voilà pourquoi Jean-Louis Borloo, encore ministre de l'Environnement et de l'Energie, a engagé des négociations en vue de changer le mode de gouvernance de la CCAS pour l'ouvrir aux employeurs, afin de l'aligner sur le droit commun des comités d'entreprises. Dans la foulée, il a exprimé son intention de revoir aussi l'assiette de financement.

En règle générale, les entreprises versent 1% de leur masse salariale à leur CE. En attribuant 1% de son chiffre d'affaires réalisé en France à la CCAS, EDF lui verse l'équivalent de 14% de sa masse salariale... Voilà un chantier qui ne devrait pas manquer de passionner Eric Besson, le nouveau ministre de l'Industrie.

*Etienne Gingembre*

#### **Un comité d'entreprise empêtré dans les scandales**

Les mauvaises nouvelles succédant aux plus déplorables travers, voilà qu'une débâcle financière vient s'ajouter à la cohorte des ennuis judiciaires.

Contrôlée depuis 1946 par la CGT, et plus précisément par la Fédération nationale des mines et de l'énergie (FNME) de la centrale de Montreuil, la CCAS est en effet au cœur d'une succession de scandales depuis 2004. La Cour des comptes et le parquet financier de Paris enquêtent depuis six ans sur des soupçons de financement occulte de la CGT, de la Fête de l'Humanité, voire du Parti communiste.

Une dizaine de mises en examen ont d'ailleurs été prononcées par le juge Jean-Marie D'Huy, notamment à l'encontre de Jean Lavielle, un ancien président de la CCAS, d'une militante communiste des Hauts-de-Seine employée fictivement par l'institution, de l'Ifopep, l'institut de formation de la Caisse, de la société éditrice du journal «L'Humanité» et de la FNME elle-même.

# Jacques Julliard arrive à Marianne

Maurice Szafran - Marianne | Mercredi 17 Novembre 2010 à 17:00 | Lu 17010 fois



[Jacques Julliard - Fondapol - Flickr/CC](#)

Jacques Julliard, éditorialiste au *Nouvel Observateur* rejoint *Marianne* comme éditorialiste à partir du 1er décembre. Directeur délégué de la rédaction, il était l'un des piliers de l'hebdomadaire. Dans une lettre aux collègues qu'il a décidé de quitter, Jacques Julliard explique qu'« *il arrive que le destin individuel diverge des voies que l'on a si longtemps suivies* ».

Ancien élève de Ecole normale supérieure, historien spécialiste de l'anarcho- syndicalisme, Jacques Julliard fut permanent syndical à la CFDT avant de rejoindre *Le Nouvel Observateur* en 1970. Il n'a cessé d'être mêlé à l'histoire de la gauche française : il a voulu la mort de la première gauche (mitterrandiste) et il a fini par reconnaître l'échec de la deuxième (rocardienne), dont il fut un des principaux animateurs comme essayiste politique prolifique et responsable des revues *Faire* et *Interventions*.

La « deuxième gauche » voulait réconcilier le PS avec le marché. Mais pour Julliard, elle a échoué d'avoir trop réussi : c'est l'argent, derrière le marché, qui a subjugué trop de ses ex-compagnons. Il en appelait l'année dernière à une « *social-démocratie de combat* » contre la « *social-démocratie comme ligne de repli de la bourgeoisie d'affaires* » : « *Au-delà des spéculateurs, sangsues de la société, c'est l'idée même de ce capitalisme hors sol, hors production, fondé sur la spéculation, qu'il faut déraciner, expulser des cerveaux formatés par le bourrage de crâne ultralibéral* ».

« *Je me suis simplement dit que la gauche ne pouvait pas continuer à être aussi absente : que propose-t-elle de plus que Sarkozy contre le capitalisme financier ?* » précisait-il à *Marianne* l'année dernière, après la publication dans *Libération* de son texte « *Repartir du pied gauche* », qui avait secoué le Parti socialiste. Ajoutant : « *Qu'est-ce qu'un homme de gauche doit faire de plus ? D'abord, commencer à ne plus réfléchir comme un banquier. Il faut tout reconstruire, car, si la deuxième gauche est morte, la première aussi !* »

# AREVA

## Ouverture du capital

### Les piètres agissements de l'Etat actionnaire dans le dossier Areva

*Le Monde* | 23.11.10 | 13h29 • Mis à jour le 23.11.10 | 13h29

L'Etat a souvent été un piètre actionnaire, pas seulement parce qu'il était impécunieux. Avec la saga de l'ouverture du capital d'Areva, il s'est révélé calamiteux. Lancée en 2004, interrompue en 2005, relancée en juin 2009 pour apporter de l'argent frais au groupe nucléaire, la recapitalisation s'est enlisée. Au point que l'engagement pris par l'Elysée de boucler définitivement l'opération *"avant la fin de l'année"* n'a plus guère de chance d'être tenu. De reports en manoeuvres dilatoires, de changements de pied stratégiques en campagnes de déstabilisation contre sa présidente, Anne Lauvergeon, la puissance publique n'a cessé de contrarier le cours des choses et de ternir la réputation d'excellence de la filière nucléaire.

**En novembre 2004**, l'Etat annonçait une ouverture du capital à 35-40 %. A l'automne 2005, l'introduction en Bourse est prête, mais le gouvernement Villepin enterre le projet du gouvernement Raffarin. Deux ans plus tard, un Meccano industriel a remplacé l'opération boursière. Deux patrons proches de Nicolas Sarkozy, Martin Bouygues (Bouygues) et Patrick Kron (Alstom), font alors le siège de l'Elysée pour obtenir une fusion Areva-Alstom, sous l'égide du géant du BTP, et créer un petit "Siemens à la française" regroupant l'énergie et le matériel ferroviaire. M<sup>me</sup> Lauvergeon et certains ministres finiront par convaincre le chef de l'Etat que ce n'est pas la meilleure voie à suivre pour le nucléaire français.

Sur le papier, la situation était assez simple jusqu'en juillet. Trois candidats proposent de se partager les 15 % d'augmentation de capital prévus : le japonais Mitsubishi Heavy Industries (MHI) et les fonds souverains du Qatar (QIA) et du Koweït (KIA)... Jusqu'à la publication du rapport de François Roussely sur *"l'avenir de la filière française du nucléaire civil"*. Sans proposer un resserrement des liens capitalistiques entre EDF et Areva, l'ancien PDG d'EDF (1998-2004) souligne qu'*"un accord stratégique est une nécessité impérieuse"* afin de moderniser le parc des 58 réacteurs français et de décrocher des contrats sur le marché international. Mais pour renforcer l'*"unité"* de la filière et imposer EDF comme chef de file, l'Elysée va plus loin et pousse le groupe dirigé par Henri Proglio à monter au capital de son partenaire historique, dont EDF détient déjà 2,4 %.

Ce scénario n'était pas prévu quand l'Etat a invité des candidats étrangers. *"Si j'étais un investisseur international, il y a longtemps que j'aurais claqué la porte"*, résume le PDG d'un groupe du CAC 40. Des observateurs se demandent si ce n'est pas l'intention du Qatar : en réclamant une part des activités minières d'Areva à la veille du conseil de

surveillance du 16 novembre prévu pour examiner les offres des candidats, l'émirat a posé une condition difficilement acceptable par le gouvernement français, retardant une fois de plus l'opération.

**Un autre poids lourd du CAC 40** fait mine de s'étonner. *"Avec 83 % du capital d'EDF, dit-il, l'Etat devrait être capable de faire passer ses idées, non ? Plus on est propriétaire, moins cela marche !"* Ce patron se demande aussi *"comment, avec seulement 6 % ou 8 % du capital, EDF prétend prendre le contrôle d'Areva"*. M. Proglia réclame en effet un siège au conseil de surveillance du groupe nucléaire. M<sup>me</sup> Lauvergeon réplique qu'EDF aura alors accès à des informations dont ses concurrents européens, américains ou asiatiques ne disposeront pas. Et que ces clients se tourneront vers d'autres fournisseurs.

Les candidats étrangers sont-ils rassurés sur les finances du groupe dans lequel ils veulent investir ? Il y a un an, l'Etat confiait un audit à René Ricol, un des meilleurs spécialistes de l'évaluation financière. Il prétendait rassurer les investisseurs ? On y a vu un moyen de déstabiliser M<sup>me</sup> Lauvergeon. L'actionnaire... à 93 % a instillé le soupçon sur la fiabilité, voire l'honnêteté, des comptes. Aurait-il eu des doutes sur la rigueur de ses propres représentants, majoritaires au sein du conseil de surveillance ?

**Tous les investisseurs ne sont pas les bienvenus.** MHI, partenaire industriel d'Areva (réacteurs, combustible nucléaire), a beau disposer du soutien du premier ministre, François Fillon, EDF et Alstom font campagne contre son entrée chez Areva : le premier parce que le conglomérat nippon lui fournit de gros équipements pour centrales, le second parce que c'est un rude concurrent sur le marché des turbines.

Les candidats ne sont pas plus éclairés sur le sort de M<sup>me</sup> Lauvergeon, dont le mandat expire en juin 2011. En 2007, sa relation avec M. Sarkozy était si confiante qu'il lui avait proposé Bercy. Depuis son refus, on a dépassé la "gestion par le stress", dont le chef de l'Etat s'est fait une spécialité. Plusieurs patrons jugent *"indignes"* les manoeuvres de déstabilisation orchestrées contre "Atomic Anne", qui résiste pied à pied. *"M. Sarkozy est dans son droit de la remplacer, mais il doit le faire proprement. La guillotine était un progrès par rapport à la torture. Aujourd'hui, on rétablit la torture"*, ironise l'un d'eux. Pendant que l'"équipe de France du nucléaire" s'entre-déchire, Coréens, Russes et Japonais marquent des points en Asie. En attendant les Chinois...

**Jean-Michel Bezat (Service Economie-Entreprises)** Article paru dans l'édition du 24.11.10

## **Areva : l'Elysée plus que jamais à la manœuvre**



Publié par Rédaction le 23/11/10 dans la catégorie Energie. Surveiller les réactions RSS 2.0.

© Enviro2B - Tous droits réservés



**Alors que le groupe nucléaire français tarde toujours à avancer une nouvelle date pour réunir son conseil de surveillance qui doit statuer sur son augmentation de capital, René Ricol, s'est exprimé ce matin sur ce dossier comme sur celui de l'énergie. Proche de l'Elysée, le Commissaire général à l'investissement confirme que des négociations sont actuellement en cours entre l'Etat et de futurs partenaires.**

Plus que jamais, c'est l'Elysée et Matignon qui tirent les ficelles de la stratégie d'Areva. Invité ce matin au micro de Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1, René Ricol l'a confirmé sans ambages, soulignant que des négociations sont en cours pour boucler une augmentation de capital, sans préciser de date.

Chargé par le Président de la République de regarder de près les comptes du champion français de l'atome, René Ricol confirme que le groupe a besoin de « 5 milliards d'euros sûrement », pour ne pas dire plus. « Mais pas forcément immédiatement », souligne l'ancien Commissaire aux comptes.

### **Un élément nouveau**

« Il y a un élément nouveau » révèle René Ricol, c'est Jean-Dominique Comolli, Vice-Président d'Imperial Tobacco mais surtout nouvellement nommé Commissaire aux participations de l'Etat, qui est « un type formidable », et qui est « en train de négocier » en ce moment même ce dossier. « Avec lui, le destin d'Areva est entre de bonnes mains » affirme le proche de Nicolas Sarkozy... Anne Lauvergeon, la patronne du groupe français appréciera.

Outre les fonds souverains du Koweït et du Qatar pressentis mais qui semblent jouer la montre, René Ricol évoque EDF qui s'est proposé pour rentrer au capital d'Areva, comme d'autres. Pour le grand ordonnateur français de l'investissement, la décision pour l'avenir d'Areva a déjà été prise en juillet par le Conseil de sûreté nucléaire, « c'est le Président de la République qui a pris un ensemble de décisions qui sont publiques ».

S'agissant du secteur de l'énergie désormais sorti du champ de compétences du nouveau ministère de l'Ecologie de Nathalie Kosciusko-Morizet, le proche de Nicolas Sarkozy précise que NKM « garde une large partie de l'énergie » avec notamment les véhicules du futur et

que la nouvelle ministre de l'environnement sera consultée à l'occasion de toute décision majeure dans ce domaine, pour s'assurer qu'elle soit compatible.

S'exprimant sur la question sensible du leadership dans l'industrie nucléaire, René Ricol est clair et net « *le chef de l'équipe de France de l'énergie d'une manière générale, c'est EDF* ». A bon entendeur.

## **Areva : augmentation de capital en deux temps ?**

■ 23/11/10 13:04

Challenges

Le "serpent de mer" de l'augmentation de capital d'**Areva** pourrait finalement émerger, mais à moitié seulement. Selon le directeur de cabinet de la Ministre de l'Economie, l'opération pourrait avoir lieu en deux temps, afin de tenir l'objectif initial de lever des fonds avant la fin de l'année. Durant une première phase, les fonds souverains qatari et koweïtis feraient leur entrée au tour de table, avant l'année prochaine l'arrivée d'industriels. Il a cependant été précisé que ce scénario n'est pas le seul à être envisagé.

Le conseil de surveillance d'Areva prévu aujourd'hui pour finaliser l'opération a été repoussé pour la seconde fois, comme le révélait hier le quotidien 'Les Echos'. Le journal financier expliquait que les exigences du Qatar dans le cadre de son entrée au capital pourraient sonner le glas d'une augmentation de capital avant la fin de l'année. Dans la mesure où l'année 2010 ne compte plus qu'une petite quarantaine de jours, en comptant les fêtes de fin d'année, mettre en place la levée de fonds avant la date-butoir théorique semble de plus en plus complexe. "Autant dire qu'un report au printemps semble probable", écrivait même le quotidien financier.

La semaine dernière, les requêtes du fonds qatari en échange de ses liquidités ont provoqué une levée de bouclier tant du côté des dirigeants que des salariés d'Areva. "Inacceptable", avait ainsi estimé le Comité de Groupe Européen pour qualifier "les exigences alarmantes du Qatar pour participer à l'augmentation du capital". Pour le CGE Areva, "le fonds Qatari QIA semblerait ne pas être intéressé par la fabrication de réacteurs, l'enrichissement d'uranium et le retraitement", pour ne se focaliser que sur les mines d'uranium, allant à l'encontre du modèle intégré du groupe.

Pour ne rien arranger, les industriels pressentis pour entrer au capital sont loin de faire l'unanimité, en particulier Mitsubishi Heavy Industries, dont l'arrivée est mal vue d'**EDF**, client à la fois du japonais et d'Areva, ni d'**Alstom**, concurrent du groupe nippon.



# Areva : l'augmentation de capital menace de s'enliser

21/11/10 | 18:12 | Emmanuel Grasland

**Les conditions posées par le fonds souverain du Qatar semblent être la cause principale des difficultés.**

**ECRIT PAR**



**Emmanuel GRASLAND**

Si tout n'est pas perdu, les incertitudes se multiplient autour de l'augmentation de capital d'Areva. Reporté in extremis, mardi dernier, le conseil de surveillance du leader français du nucléaire pourrait ne pas avoir lieu cette semaine, et aucune nouvelle date de convocation n'est désormais évoquée. Cet enlissement apparent du processus est en partie lié aux conditions posées par le fonds souverain du Qatar à son entrée dans le capital. Ce dernier souhaite pouvoir convertir à terme tout ou partie de ses actions en une participation dans la division minière du groupe nucléaire. Les pouvoirs publics envisagent plusieurs options, dont la possibilité pour le Qatar d'investir directement dans les gisements du groupe.

**E.G. ET T.M.**

Des configurations inacceptables pour la direction d'Areva, puisqu'elles reviendraient à remettre en cause le modèle intégré du groupe. Or le Qatar était jusqu'à présent considéré comme l'investisseur le plus intéressé par l'opération. Selon certains, il aurait pu prendre jusqu'à 10 % du capital. Ses exigences nouvelles ne constituent peut-être qu'un moyen de négocier. Mais elles pourraient aussi habiller un éventuel retrait. Dans une telle hypothèse, le fonds koweïtien risquerait fort d'abandonner lui aussi la partie. La montée au capital du japonais Mitsubishi Heavy Industries suscite par ailleurs de fortes oppositions de la part d'EDF et d'Alstom. L'électricien public, qui achète des composants nucléaires à Areva et à Mitsubishi, craint une entente entre les deux industriels. Alstom martèle de son côté que le japonais est un de ses concurrents directs sur le marché des turbines.

Annoncée le 30 juin 2009, l'ouverture du capital d'Areva à hauteur de 15 % avait été confirmée en juillet par l'Elysée, qui avait indiqué qu'elle interviendrait avant fin 2010. Pour respecter ce calendrier, il faudrait qu'un conseil de surveillance se réunisse et lance le processus d'ici à la fin du mois. On n'en prend pas le chemin. Autant dire qu'un report au printemps semble probable. Reste à savoir si les investisseurs étrangers seront encore intéressés...

ACTUALITES CHALLENGES < ENTREPRISE-BUSINESS **22.11.2010 | 17:58**

# Le conseil sur l'augmentation de capital d'Areva repoussé

Alors que les offres devaient être remises dans la journée, le fonds du Qatar a posé de nouvelles conditions à la dernière minute.



(c) Sipa Anne Lauvergeon

"Sauf surprise de dernière minute", les candidats à la levée de fonds d'[Areva](#) ne remettront pas leur offre lundi 22 novembre, contrairement à ce qui était prévu, selon *Le Figaro*. Un report de l'augmentation de capital d'Areva au printemps 2011 "semble probable", en raison notamment des conditions posées par le fonds souverain du [Qatar](#) pour participer à l'opération, d'après *Les Echos*. Toutefois, selon une source proche de Bercy, "l'objectif d'essayer de boucler un accord en fin d'année n'a pas changé". "Nous avons des discussions avec des investisseurs qui se poursuivent, notamment cette semaine", précise cette source citée par Reuters.

"L'ambition de ma vie n'est pas de prendre une part d'Areva", déclare par ailleurs le P-DG d'[EDF Henri Proglio](#) au *Wall Street Journal* lundi 22 novembre, alors qu'un conseil d'administration consacré à une augmentation du capital du groupe nucléaire public - à laquelle devait participer l'électricien - était prévu mardi mais est finalement repoussé de quelques jours. Ce conseil de surveillance du leader français de l'atome devait déjà se pencher sur l'opération le 16 novembre dernier.

## **Emoi après les demandes du Qatar**

Le fonds souverain du Qatar, l'un des trois investisseurs pressenti avec le japonais Mitsubishi Heavy Industries (MHI) et le fonds souverain du Koweït, aurait posé de nouvelles conditions à la dernière minute, selon des informations publiées dans *Les Echos* samedi. Le Qatar Investment Authority (QIA) souhaite pouvoir convertir ses futures actions Areva en participation dans ses mines d'uranium, secteur dans lequel le groupe français est numéro un mondial, d'après le quotidien économique.

Cette nouvelle a provoqué l'émotion des élus du personnel du comité de groupe européen (CGE) qui se sont dit "hostiles" à l'entrée de QIA en qualifiant ses exigences d'"inacceptables". Ce revirement d'un investisseur réputé comme sûr risque en outre de menacer l'opération dans son ensemble ou du moins la retarder significativement.

## **Tensions entre EDF et Areva**

Au-delà des exigences quatarïotes, ce sont les relations tendues entre Areva et EDF qui semblent au coeur des problèmes. Les deux groupes discutent d'un accord de partenariat industriel qui pourrait voir EDF monter au capital d'Areva, dont il détient déjà 2,4%. "EDF ne veut plus financer les fins de mois d'Areva sans avoir un oeil sur ses comptes", explique crûment une source interne à l'électricien.

La patronne d'Areva, [Anne Lauvergeon](#), s'oppose elle catégoriquement à une telle perspective, qui risquerait de faire perdre à son groupe des clients concurrents d'EDF.

A cela, s'ajoute l'opposition du groupe industriel [Alstom](#) à l'entrée de MHI au capital d'Areva. Son P-DG, [Patrick Kron](#), avait qualifié d'inconvénient "majeur" une telle hypothèse, car "Mitsubishi est un concurrent direct d'Alstom".

A la clôture de la Bourse de Paris, le certificat d'investissement d'Areva valait 331,25 euros, soit un repli de 3,83%, dans un marché en recul de 1,07%.

(Challenges.fr)

## Pourquoi Areva peine à boucler son augmentation de capital

Par Julie de la Brosse - publié le 22/11/2010 à 18:31

***Le conseil de surveillance, qui devait examiner l'augmentation de capital d'Areva, vient d'être de nouveau repoussé. Le dossier s'enlise. Explications.***



Anne Lauvergeon, présidente du directoire d'Areva

Reuters / Charles Platiau

### **Pourquoi cette augmentation de capital ne s'est-elle toujours pas faite?**

La saga de la recapitalisation d'Areva dure depuis six ans. Six années au cours desquelles le dossier n'a pas tellement avancé. En novembre 2004, le gouvernement Raffarin annonce une ouverture du capital à 35 % -40 %. Mais un an plus tard, le gouvernement Villepin enterre le dossier, jugeant l'introduction en Bourse d'EDF prioritaire. Alors au ministère de l'économie Nicolas Sarkozy, poussé par Martin Bouygues et Patrick Kron, PDG de Bouygues et d'Alstom, étudie une éventuelle fusion entre Areva et Alstom pour créer un "champion mondial" de l'énergie et du matériel ferroviaire. A la tête d'Areva, Anne Lauvergeon, s'y refuse catégoriquement. Elle souhaite conserver le modèle intégré (mines, combustible, réacteurs, retraitement des déchets) de son groupe et obtient gain de cause. En juin 2009 le dossier est pour la première fois sérieusement étudié, le conseil

d'administration d'Areva décide d'ouvrir 15% du capital à certains investisseurs institutionnels d'ici la fin 2010. Il compte lever entre 1,5 milliard et 3 milliards d'euros pour répondre aux importants besoins de financement du groupe (qui a notamment prévu d'investir sept milliards supplémentaires entre 2010 et 2012). Un an et demi plus tard, les choses sont toujours au même point.

### **Qui doit entrer au capital et pourquoi ça bloque?**

Actuellement trois investisseurs sont pressentis : le japonais Mitsubishi et les fonds souverains du Qatar et du Koweït. Mais les 3 groupes qui auraient dû remettre leur offre aujourd'hui ne se sont toujours pas déclarés. Le Conseil de surveillance qui devait se positionner sur ces offres a même été annulé. En fait, selon des informations des Echos, le fonds souverain du Qatar aurait posé de nouvelles conditions à son entrée au capital. Il souhaiterait pouvoir convertir ses futures actions Areva en participation dans les mines d'uranium du groupe, secteur dans lequel Areva est numéro un mondial. Une nouvelle qui a provoqué l'émotion du comité de groupe européen (CGE) qui s'est dit "hostile" à cette hypothèse. Selon certains observateurs, ces nouvelles exigences pourraient tout aussi bien être un coup de pression de la part du fonds qatari pour négocier la revalorisation du capital d'Areva.

Quoiqu'il en soit, *"les exigences du Qatar ne sont certainement les seuls freins à cette augmentation de capital, estime quant à lui Jacques Percebois président du Creden. EDF et Alstom redoutent en fait l'entrée au capital de Mitsubishi"*. L'électricien public, qui achète des composants nucléaires à Areva et à Mitsubishi, craint en effet une entente entre les deux industriels. Quant à Alstom, il souligne non sans crainte que le japonais est un de ses concurrents directs sur le marché des turbines.

### **Quel est le rôle d'EDF dans cette affaire ?**

Au-delà des exigences quataris, ce sont les relations tendues entre Areva et EDF qui semblent au cœur des problèmes. Pour le comprendre il faut revenir quelques mois en arrière. Lorsque Henri Proglio arrive à la tête d'EDF en novembre 2009, il n'hésite pas à remettre en cause la création même d'Areva et son modèle intégré. La guerre est alors déclarée entre Anne Lauvergeon et Henri Proglio. Quand Nicolas Sarkozy annonce qu'EDF va renforcer sa participation au capital d'Areva, sa patronne serre les dents. On imagine que de son côté, Henri Proglio jubile. C'est faux. Celui qui a été sacré chef de file de la filière nucléaire française a beau dire que *"l'ambition"* de sa vie *"n'est pas de prendre une part d'Areva"*, nombreux le suspectent en fait de vouloir prendre plus des 5-6% que lui propose l'Etat. Et plus de pouvoir chez son partenaire, dont il détient actuellement 2,4% du capital. EDF *"ne veut pas financer les fins de mois d'Areva sans avoir un œil sur ses comptes"*, explique sans détour aux Echos une source interne de l'électricien. Pour Anne Lauvergeon il n'en est pas question. Selon elle, si EDF siège dans son conseil d'administration, ses autres clients, concurrents du français, ne lui passeront plus de commandes. Face à ces divergences d'intérêts, l'Etat peine à se prononcer. D'autant plus qu'il y a quelques jours, le grand défenseur de la montée d'EDF au capital d'Areva, Jean-Louis Borloo a quitté le gouvernement...

### **Quelles seront les conséquences de ce nouveau retard pour Areva ?**

Il va sans dire que ce nouveau report n'est pas une bonne nouvelle pour Areva. *"Financièrement, la nouvelle n'est pas non plus dramatique, pondère Alex Barnett, analyste chez Jefferies. Areva peut survivre encore quelques mois sans augmentation de capital"*. *"Mais à terme, si le groupe veut avancer, il doit procéder à cette levée de fonds, sans quoi il ne sera pas crédible pour l'avenir"*, estime quant à lui Jacques Percebois. A Bercy, on se veut résolument confiant. *"L'objectif d'essayer de boucler un accord en fin*

*d'année n'a pas changé", affirme une source proche de Bercy. Pour que cette augmentation de capital ait lieu avant la fin de l'année il faudrait qu'un compromis soit trouvé avant l'assemblée générale d'Areva qui doit se tenir début du mois de décembre. Chez les syndicats d'Areva, l'heure est définitivement au pessimisme. "C'est l'incompréhension la plus totale. Comment expliquer qu'après un an et demi de discussion aucune décision n'ait encore été prise ?" déplore le CGE. "C'est à se demander si cette augmentation est vraiment souhaitée par l'Etat?" ajoute-t-il. Après la vente d'Areva T&D, ces derniers ne peuvent en fait s'empêcher de penser à la vente du pôle minier, qui, si elle était décidée, pourrait constituer un deuxième pas vers le démantèlement...*

## Areva rejette les conditions du Qatar

18/11/2010 | Mise à jour : 10:30 Réagir

S'ABONNER AU FIGARO.FR - 8 €/mois

Le comité de groupe européen (CGE) d'Areva a jugé jeudi "inacceptable" que le fonds souverain du Qatar subordonne sa participation à l'augmentation de capital du groupe public français à la possibilité d'investir dans ses activités minières.

"Le comité considère que cette offre est en contradiction totale avec les besoins de financement du groupe et sa stratégie. On ne peut donc pas considérer que le fonds Qatari réponde au cahier des charges de l'augmentation du capital", estime dans un communiqué le CGE d'Areva, instance d'information et de consultation des représentants des salariés au niveau européen.

"Toute atteinte au modèle intégré, à commencer par l'activité des mines, conduirait à l'affaiblissement de la filière nucléaire", estime le CGE, qui se dit "hostile à l'entrée du fonds Qatari sous cette forme et dans ces conditions".

Le fonds souverain du Qatar fait partie des trois investisseurs étrangers pressentis pour entrer au capital d'Areva aux côtés du fonds souverain du Koweït et du groupe japonais Mitsubishi Heavy industries.

La date de dépôt formel des offres des candidats à l'augmentation de capital, prévue initialement le 15 novembre, a été reportée au 22 novembre, ont déclaré lundi à Reuters des sources proches du dossier.

Contrôlé à près de 90% par l'Etat français, Areva doit procéder à une augmentation de capital de 15%, estimée entre 1,5 et 3 milliards d'euros, pour financer ses investissements. **Cette levée de fonds est censée intervenir avant la fin de l'année.**

# Capital Areva/EDF: pas de discussion

Reuters

19/11/2010 | Mise à jour : 13:58 Réagir

S'ABONNER AU FIGARO.FR - 8 €/mois

EDF ne mène aucune discussion sur une éventuelle participation à l'augmentation de capital d'Areva, a déclaré vendredi son directeur financier Thomas Piquemal.

Contrôlé à près de 90% par l'Etat, Areva doit procéder à une augmentation de capital de 15%, estimée à un maximum de trois milliards d'euros, pour financer ses investissements. La participation d'EDF à cette opération, censée avoir lieu avant la fin de l'année, a fait l'objet de spéculations ces derniers mois.

"Nous discutons avec Areva de sujets industriels qui sont absolument vitaux pour les deux groupes (...), nous n'avons aucune conversation en cours sur une possible participation à l'augmentation de capital", a déclaré Thomas Piquemal lors du salon Actionaria. "C'est normal puisque Areva discute aujourd'hui avec des financiers et que nous sommes un groupe industriel. En fonction des résultats des discussions industrielles, nous verrons si cela a du sens ou pas et si nous sommes invités à regarder une éventuelle montée au capital d'Areva", a-t-il ajouté.

Thomas Piquemal a ensuite déclaré à des journalistes que les conclusions des discussions industrielles entre les deux sociétés pourraient être connues "avant la fin de l'année", ajoutant toutefois : "Je ne peux pas être très précis là-dessus, ça se poursuit (...), il n'y a pas de deadline particulière."

Prié de dire si EDF demanderait un siège au conseil de surveillance d'Areva en cas d'augmentation de sa participation dans le groupe, Thomas Piquemal a en outre déclaré : "Ce genre de questions, on ne se les pose même pas puisque aujourd'hui, on raisonne en termes de partenariat industriel."

Des fonds souverains du Qatar et du Koweït, ainsi que le groupe japonais Mitsubishi Heavy Industries, sont pressentis pour participer à l'augmentation de capital d'Areva, censée intervenir avant la fin de l'année.

L'Etat a en outre fait savoir fin juillet que, dans le cadre d'un renforcement du partenariat industriel entre les deux groupes, l'éventualité d'une montée d'EDF dans le capital d'Areva serait examinée. L'électricien public détient aujourd'hui 2,4% du fabricant de réacteurs nucléaires.

## L'augmentation de capital d'Areva de plus en plus incertaine

PARIS - L'augmentation de capital d'Areva, qui tarde à se concrétiser depuis un an et demi, pourrait à nouveau être reportée sur fond de conflit latent entre le groupe nucléaire public et Electricité de France (EDF).

Un conseil de surveillance du leader français de l'atome devait se pencher sur l'opération le 16 novembre mais a été reporté in extremis à mardi.

Le fonds souverain du Qatar, l'un des trois investisseurs pressenti avec le japonais Mitsubishi Heavy Industries (MHI) et le fonds souverain du Koweït, aurait posé de nouvelles conditions à la dernière minute, selon Les Echos.

Le Qatar Investment Authority (QIA) souhaite pouvoir convertir ses futures actions Areva en participation dans ses mines d'uranium, secteur dans lequel le groupe français est numéro un mondial, d'après le quotidien économique.

Cette nouvelle a provoqué l'émoi des élus du personnel du comité de groupe européen (CGE) qui se sont dit "hostiles" à l'entrée de QIA en qualifiant ses exigences d'"inacceptables".

Ce revirement d'un investisseur réputé comme sûr risque en outre de menacer l'opération dans son ensemble ou du moins la retarder significativement.

"Les négociations sont en cours", affirme-t-on au ministère de l'Economie, en se refusant à donner une date quant à leur éventuelle issue.

Les convocations pour la réunion du conseil de surveillance du 23 novembre n'avaient toujours pas été envoyées vendredi après-midi, alors qu'Areva est légalement tenu de respecter un délai de 5 jours, selon une source proche du dossier.

"Il est déjà arrivé que les convocations soient envoyées la veille pour le lendemain", précise toutefois cette source.

La réalisation rapide de l'augmentation de capital semble de plus en plus incertaine, selon des sources concordantes. "D'habitude, il y a un peu d'effervescence avant une annonce importante, mais là il n'y a rien qui bouge", indique l'une d'entre elles.

Or si l'opération ne se fait pas dans les jours qui viennent, "elle risque de ne pas se réaliser avant la fin de l'année", ajoute cette même source, car les investisseurs pourraient vouloir attendre les résultats annuels avant de se prononcer sur la valorisation de l'entreprise.

Au-delà des exigences qatariotes, ce sont les relations tendues entre Areva et EDF qui semblent au coeur des problèmes.

Les deux groupes discutent d'un accord de partenariat industriel qui pourrait voir EDF monter au capital d'Areva, dont il détient déjà 2,4%.

"EDF ne veut plus financer les fins de mois d'Areva sans avoir un oeil sur ses comptes", explique crûment une source interne à l'électricien.

La patronne d'Areva, Anne Lauvergeon, s'oppose elle catégoriquement à une telle perspective, qui risquerait de faire perdre à son groupe des clients concurrents d'EDF, affirme-t-elle.

A cela, s'ajoute l'opposition du groupe industriel Alstom à l'entrée de MHI au capital d'Areva. Son PDG, Patrick Kron, avait qualifié d'inconvénient "majeur" une telle hypothèse, car "Mitsubishi est un concurrent direct d'Alstom".

Et le rééquilibrage des pouvoirs entre l'Elysée et Matignon à la suite du remaniement gouvernemental est encore venu compliquer la donne, selon une source proche du dossier.

Le président Nicolas Sarkozy serait en effet plutôt acquis aux arguments de Patrick Kron et du patron d'EDF, Henri Proglio, tandis que le Premier ministre François Fillon partagerait les vues d'Anne Lauvergeon.

"La situation est floue et il est difficile de discerner qui a la main", selon cette même source.

Relancée en juin 2009, l'augmentation de capital d'Areva est un vieux serpent de mer. Déjà prévu à l'été 2005, elle avait été reportée à plusieurs reprises. Avant d'être abandonnée.

(©AFP / 20 novembre 2010 10h39)



# Divers

## Romandie News

### La Russie va construire deux réacteurs nucléaires supplémentaires en Chine

SAINT-PETERSBOURG - La Russie va construire deux réacteurs nucléaires supplémentaires de la centrale de Tianwan (est de la Chine), selon un contrat signé mardi en présence des Premiers ministres des deux pays.

Le groupe russe Atomstroïexport va construire les réacteurs 3 et 4 de cette centrale, a-t-on annoncé à la cérémonie sans plus de précisions.

Les deux premiers réacteurs, d'une capacité chacun de 1,06 gigawatt et mis en service en 2007, ont été également construits par Atomstroïexport.

Russes et Chinois étaient en discussions pour la deuxième phase qui concerne l'ajout de deux autres réacteurs de 1,06 gigawatt chacun.

La Chine, qui souhaite réduire sa dépendance au charbon, a choisi de développer ses ressources nucléaires avec l'ambition d'arriver à 5% de la capacité de production électrique totale du pays en 2020 contre 1,6% fin 2005.

Le géant asiatique a fait appel à des sociétés étrangères comme l'américaine Westinghouse et la française Areva, tout en ambitionnant de se doter de sa propre technologie.

Les deux pays ont par ailleurs conclu des protocoles d'accord sur la coopération entre les douanes afin de protéger la propriété intellectuelle ainsi que sur la coopération entre les sociétés des chemins de fer.

(©AFP / 23 novembre 2010 13h13)

## Total reste intéressé par l'EPR de Penly

Reuters

19/11/2010 | Mise à jour : 18:03 Réagir

[S'ABONNER AU FIGARO.FR - 8 €/mois](#)

Total reste intéressé par une prise de participation minoritaire dans le réacteur nucléaire de type EPR qui sera construit à Penly (Seine-Maritime), a déclaré vendredi son PDG.

Christophe de Margerie, qui s'exprimait au salon Actionaria, a également déclaré que le dividende de Total au titre de 2010 devrait représenter un taux de distribution inférieur à celui de 67% versé au titre de 2009 (2,28 euros par action).

Le site de Penly a été choisi pour accueillir le deuxième EPR français, après celui de Flamanville (Manche). La mise en chantier est prévue en 2012 pour une mise en service en 2017. "On reste intéressé par une participation minoritaire sur le potentiel projet de Penly, puisque pour l'instant il n'est pas confirmé", a déclaré Christophe de Margerie. "Huit pour cent d'un projet de cette taille, à notre niveau, c'est tout à fait acceptable, c'est sans risque et c'est pour nous une manière d'apprendre comment on peut développer un projet nucléaire", a-t-il expliqué.

GDF Suez, qui avait initialement 33% du capital de la société chargée de construire le deuxième

EPR en France, en a cédé 8% à Total, la transaction restant virtuelle puisque le projet reste à confirmer. GDF a finalement décidé de ne pas participer au projet après avoir été relégué au rang de simple investisseur.

EDF détient pour sa part la moitié du capital de la société chargée de l'EPR de Penly, réacteur conçu par Areva. Total, qui affichait à fin septembre une dette nette de 10,4 milliards d'euros (18,2% des fonds propres) et qui vise un ratio d'endettement entre 25% et 30% à fin 2010, a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de racheter les minoritaires de sa filiale Total Gabon, dont il détient 58,3%. "Nous n'avons pas de projet de rachat des minoritaires", a déclaré Christophe de Margerie.

L'action Total a clôturé vendredi en recul de 0,59% à 38,79 euros. Elle cède 13% depuis le début de l'année, dans une capitalisation boursière de 91,1 milliards d'euros.

## LA VOIX DU NORD /

### **Maubeuge : le centre d'essais JSPM est le plus performant du monde**

mardi 23.11.2010, 05:14 - PAR NATHALIE WAROUX



Inaugurée cet après-midi à Maubeuge, l'usine accueille l'activité d'essais des groupes motopompes primaires des réacteurs nucléaires de type EPR. PHOTOS DIDIER CRASNAULT ET BRUNO FAVA

#### **| ENERGIE |**

Voici moins de deux ans, Anne Lauvergeon, présidente du directoire d'Areva, posait la première pierre du nouveau centre d'essais de sa filiale jeumontoise JSPM. Cet après-midi, à 15 heures, elle revient à Maubeuge inaugurer le bâtiment qui accueille les activités de montage, de stockage et d'essais des groupes motopompes primaires des réacteurs nucléaires EPR (deuxième et troisième générations).

La construction de ce centre d'essais constitue une véritable révolution dans le monde de la mécanique industrielle à destination du nucléaire, et notamment dans le test des groupes motopompes des réacteurs EPR. Pour mémoire, les motopompes sont des composants mécaniques qui assurent le refroidissement du circuit primaire d'un réacteur nucléaire (et donc en contact direct avec la matière radioactive).

Si jusqu'ici il existait plusieurs boucles d'essais à travers le monde (aux États-Unis, au Japon...), aucune ne pouvaient accueillir les groupes motopompes primaires du réacteur EPR (dernière génération) eu égard leur taille et leur puissance.

Désormais, tous ces tests peuvent être réalisés sur la boucle d'essais du nouveau centre JSPM de Maubeuge, la plus performante au monde. « Auparavant, il n'existait que des tests dits à "débit réduit". Certains de ces tests étaient réalisés soit sur notre site JSPM de Jeumont ou, avant qu'elle ne ferme, sur la boucle de la centrale de Gennevilliers. Désormais, ce sont des tests à "plein débit" qui sont proposés », explique le directeur général, Alain Vandercruyssen. La différence est considérable, puisqu'elle permet de tester les motopompes dans des conditions réelles de fonctionnement, « comme dans une vraie centrale ». Ces tests peuvent durer de quelques heures à plus de 50 heures, selon les demandes du client, avec ce petit « plus » que « chaque matériel peut être testé (auparavant les essais ne portaient que sur les têtes de séries) ». En amont de ces opérations, le centre permet aussi d'assurer le montage des moteurs EPR.

## **Des tests au premier semestre 2011**

Pour se donner les moyens de ses ambitions, Areva a investi 32 millions d'euros dans ce nouveau fleuron high-tech de l'économie sambrienne qui se dresse dans la zone industrielle de Grévaux-les-Guides, tout proche de la Somanu, une de ses filiales. À l'intérieur du bâtiment, on trouve deux grandes travées. L'une est destinée à stocker les pièces (qui arrivent en kit), l'autre au montage du moteur. Il y a aussi une pièce de peinture et une de soudure, toutes deux conçues avec un objectif de sécurité maximum. Et enfin, dans le fond de l'usine, « la » pièce où sont réalisés les fameux essais. Elle regorge de tuyauteries (environ 400 vannes) - contrôlées à distance - permettant de réguler les motopompes. Les premiers groupes motopompes seront testés au premier semestre 2011.

Entre le montage, le soudage, le contrôle et les essais, ce seront une vingtaine de personnes qui s'activeront dès janvier 2011 dans ce centre, sachant que la plus grosse partie de l'activité de JSPM reste concentrée sur le site jeumontois.

Cet équipement, unique en France, devrait aider JSPM à conquérir les marchés américains (entre autres) où les essais à haut débit sont obligatoires. Il sera aussi beaucoup question sur le site de recherche et de développement pour « améliorer les produits et services et en développer de nouveaux », glisse Alain Vandercruyssen. Enfin, l'installation du centre d'essais à Maubeuge n'est pas anodine, comme le confirme le directeur : « C'est la preuve que JSPM est installé ici pour longtemps », explique Alain Vandercruyssen. Le territoire ne s'en plaindra pas.

*Outre les groupes motopompes primaires, l'usine JSPM fabrique les mécanismes de commande de grappes (sorte de barres métalliques qui ajustent la puissance nucléaire), assure la maintenance en atelier, le montage et la maintenance en centrale.*

## **Effectifs**

Trois sites d'Areva sont répartis en Sambre, employant localement un peu plus de mille personnes. En première position, JSPM, Jeumont solutions pour pompes et mécanismes, qui emploie sept cent cinquante salariés. À la Somanu, société de maintenance nucléaire, dont les ateliers sont installés à Gréveaux, près du nouveau centre d'essai, une vingtaine de techniciens s'emploient à décontaminer des matériels utilisés un peu partout dans le monde dans un environnement radioactif. Cet effectif atteint cent personnes si on y ajoute celles qui travaillent en Chine. Le centre d'essais qui va être inauguré cet après-midi va occuper une vingtaine de techniciens, un chiffre qui pourrait monter à cinquante lors des pics d'activité.

### **Chiffres**

Le chiffre d'affaires de JSPM était de cent cinquante millions d'euros en 2009, deux cents si on y inclut la part chinoise. La Chine est le premier client de JSPM, avec 37,5 % du CA réalisé là-bas par l'entreprise jeumontoise. Le marché de la maintenance et des pièces de rechanges occupe la même proportion et le quart restant du CA est amené par les réacteurs EPR. Le centre d'essais représente un investissement de trente-deux millions d'euros. En six ans, Areva a investi cent millions d'euros dans le bassin de la Sambre.

### **Durée de vie**

Elle était d'une trentaine d'années pour une centrale thermique au charbon. Pour des raisons de coût tout simplement. Au-delà de cette période, les frais de maintenance et d'alimentation – de l'ordre d'un ou plusieurs trains de charbon par jour pour ce poste – dépassaient le seuil de rentabilité. L'espérance de vie d'une centrale nucléaire se situerait plutôt dans une tranche de quarante ans, qui pourrait être portée à soixante. Avec donc une maintenance prolongée, ce qui ne peut que bénéficier à des entreprises comme JSPM.



Agglomération Maubeuge-Val de Sambre



## **Origine russe des combustibles: Axpo admet s'être montré "naïf"**

Le groupe Axpo estime s'être montré "trop naïf" sur l'origine des combustibles que lui livre la française Areva pour les centrales nucléaires de Beznau et Leibstadt (AG). Deux usines d'un fournisseur russe contamineraient l'environnement et la population locale en utilisant de l'uranium sale.

"Oui, nous nous sommes trompés", a admis vendredi le patron d'Axpo Manfred Thumann devant les médias réunis à Zurich. Le cheminement des combustibles est beaucoup moins transparent et plus complexe qu'imaginé jusque là par le groupe énergétique argovien.

En tant que client final, l'entreprise suisse n'a aucune légitimité pour obtenir des informations sur les fournisseurs de base, explique son chef. "Notre contrat avec Areva le veut ainsi." Et d'affirmer que cela sera modifié à l'avenir.

Areva reçoit les combustibles destinés à Axpo de l'entreprise MSZ Elektrosal. La marchandise est fabriquée dans trois usines de la firme russe dont celles de Majak et Seversk, qui polluent gravement l'environnement, selon Greenpeace. L'organisation a convaincu Axpo que l'origine que le groupe déclarait était fausse.

Les experts d'Axpo vont se déplacer prochainement en Russie pour vérifier l'ampleur de la pollution. D'après Greenpeace, la région de Majak - à 2000 km de Moscou - est l'une des plus irradiées du monde. L'entreprise helvétique décidera ensuite si elle prolongera ou non de 10 ans son contrat avec Areva pour la livraison de combustibles.

"Je n'ai pas un bon sentiment", admet Manfred Thumann. "Nous allons peut-être découvrir des choses qui ne nous plaisent pas." Et de déplorer les lenteurs administratives russes ainsi que le manque de coopération de la société gérant les sites nucléaires dans le pays.

Le patron d'Axpo avait confirmé le week-end dernier dans le journal alémanique "Sonntag" que le groupe a signé plusieurs contrats avec Areva. Un de ces contrats stipule que les barres de combustible nucléaire comportent environ 10% d'uranium en provenance de Mayak.

(ats / 19 novembre 2010 17:39)

## **CHALON : « Stratégie nucléaire » pour l'International Nuclear ACADEMY**

Le mardi 23 novembre 2010-11-24

Trois jours durant, l'International Nuclear Academy implanté depuis deux ans à Chalon au Média Pôle, organise un colloque de formation stratégique autour du nucléaire, à destination des dirigeants d'entreprise ou de grands groupes industriels. Un moment plébiscité par des décideurs hongrois ou indiens.



"Comprendre le nucléaire", telle est l'ambition de l'International Nuclear Academy portée par son Directeur scientifique, Alain Vallée et son directeur général Hervé Salkin. L'institut ouvert il y a deux ans peut s'appuyer sur le savoir-faire et les connaissances dantesques de Alain Vallée, véritable précurseur du monde du nucléaire en France. Après avoir saisi l'opportunité d'une retraite bien méritée, le Directeur scientifique ne cache pas pour autant les sollicitations toujours nombreuses à l'échelle internationale alors que la filière nucléaire continue de croître. Ainsi en septembre dernier, Zhang Guobao, directeur de l'Administration Nationale de l'Energie Chinoise, avait révélé que 25 réacteurs, d'une capacité totale de 27 730 MW, étaient en construction en Chine et ce n'est qu'un

début. La filière nucléaire n'est qu'à ses débuts même si les porteurs de l'International Nuclear Academy n'hésite pas à accorder à la Bourgogne la paternité du nucléaire avec les travaux de Nicéphore Niepce.

"Connaître le marché actuel mais également les technologies développées par les uns et les autres", le colloque permet de prendre de la hauteur sur les enjeux internationaux qui rythment la politique du nucléaire. Faire comprendre que le potentiel industriel est considérable dans cette aventure mais que la contrepartie de la sûreté nucléaire engage des normes draconiennes et des investissements importants. L'aventure du nucléaire est ouverte à l'échelle mondiale pour les industriels mais à chacun de prendre la hauteur de l'engagement et la diversité des technologies à l'échelle du globe, "car les générateurs se différencient d'un pays à l'autre". Le savoir-faire français répond magistralement à la demande internationale, reste maintenant à encadrer une technologie au mieux. Pour Alain Vallée, une chose est évidente " la culture de sûreté doit être incontournable" avec une trypique "Contrôle, transparence et traçabilité" apportant "du même coup une maturité industrielle à bon nombre de pays en voie de développement";

Présent parmi les décideurs économiques, un diplomate hongrois qui entend bien faire remonter l'ensemble des informations à sa hiérarchie quand on connaît la volonté de la Hongrie à modifier sa dépendance énergétique vis à vis de la Russie, qui lui fournit 80 % du gaz et 60 % du pétrole qu'elle consomme. La crise gazière entre la Russie et l'Ukraine a laissé des traces en Europe de l'Est et notamment en Hongrie, avec différents projets d'acheminements différenciés de gaz. La production d'électricité n'est pas en reste avec l'unique centrale nucléaire de Paks qui produit 40 % de l'électricité hongroise, dont l'arrêt était programmé en 2012 avant une prolongation.

#### Laurent Guillaumé

La France et la Chine ont donné une nouvelle impulsion à leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire, à l'occasion de la visite du président chinois Hu Jintao à Paris, avec la signature d'un important contrat entre Areva et l'électricien chinois CGNPC. Areva va livrer 20.000 tonnes d'uranium sur dix ans à son partenaire chinois China Guangdong Nuclear Power Company (CGNPC) pour un montant total de 3,5 milliards de dollars (2,5 milliards d'euros).

Ce contrat ne fait toutefois que remplacer un accord signé en 2007 au moment de la commande de deux réacteurs nucléaires de 3e génération EPR par CGNPC. Ce dernier avait alors obtenu de pouvoir acheter 35% de la production des mines d'uranium du canadien Uramin, racheté par Areva. A l'époque, la livraison des deux EPR avait été négociée parallèlement à la fourniture d'uranium et facturée 8 milliards d'euros à CGNPC. Areva n'a pas précisé jeudi si le montant du nouveau contrat de fourniture d'uranium était supérieur au précédent.

Areva et EDF construisent à Taishan (sud du pays) deux réacteurs EPR, pour le compte de CGNPC. Leur mise en service est prévue respectivement fin 2013 et 2014.

Par ailleurs, Areva a signé "un accord industriel" avec l'électricien chinois China National Nuclear Corporation (CNNC) qui "constitue la dernière étape avant un contrat commercial" et pourrait potentiellement ouvrir la voie à la construction d'une usine de retraitement des déchets nucléaires du type de celle de La Hague (Manche).

Les groupes nucléaires français sont installés en Chine de longue date. Dans les années 1980 et 1990, EDF et Framatome (aujourd'hui Areva) ont participé à la construction de 6 des 12 réacteurs nucléaires chinois actuellement en activité.

En décembre 2009, Areva avait créé une coentreprise avec CGNPC afin de fournir en composants les réacteurs nucléaires "des nouvelles centrales que CGNPC et Areva auront à construire en Chine, à savoir les EPR de Taishan, mais aussi pour les réacteurs chinois de 2e génération de type CPR-1000, en cours de construction. Areva et CGNPC avaient prévu d'étendre leur coopération au-delà du territoire chinois.

La Chine, gros consommateur d'énergie fossile, mène depuis quelques années un ambitieux programme nucléaire pour porter sa capacité à 40 gigawatts d'ici 2020, contre 9,1 actuellement

Ouest-France / Basse-Normandie / Cherbourg-Octeville / A la une de Cherbourg-Octeville

## 25 ans de travaux à l'ancienne usine de La Hague

jeudi 18 novembre 2010

•



L'usine de La Hague en cours de construction en 1963. Aujourd'hui, il faut tout nettoyer et casser.

Archives Ouest-France.

**Les travaux de démantèlement de l'usine UP2-400 Areva de La Hague devraient démarrer en 2011. Un chantier gigantesque.**

La Commission locale d'information du site Areva a donné son accord au projet de démantèlement de l'ancienne unité (la première à être entrée en service) UP-400 de l'usine de la Hague. Elle a assorti son accord d'une demande de « **surveillance active annuelle** » du suivi des travaux. Elle considère qu'il reste « **des incertitudes sur les méthodes de travail et sur ce qu'on va trouver dans le fond des cuves et des silos de déchets anciens** » indiquent Michel Laurent, son président, et Albert Collignon, son conseiller scientifique. La commission a demandé à Areva de lui faire un point chaque année, lors de son assemblée générale, sur l'état du chantier. 45 ans d'activité, 25 ans de déconstruction

La construction de l'usine a été décidée en 1959 par le général de Gaulle. L'activité a démarré en 1963 et l'usine a été arrêtée en janvier 2004. À la demande des autorités de sûreté nucléaire, Areva a décidé de la démanteler rapidement. Les deux autres choix possibles étaient de différer ce démantèlement en attendant que la radioactivité diminue naturellement, ou de mettre un sarcophage en béton sur l'installation. Le choix fait permet de « **profiter des compétences encore existantes, du savoir des salariés qui étaient là, qui savent tout ce qui s'est passé dans cette usine** ». Et il ne reporte pas la charge du démantèlement sur les générations futures.

Des déchets nucléaires à la tonne

Ce sont trois UNB (Unités nucléaires de base) qui vont être démantelées. Un chantier titanesque : 57 000 m<sup>3</sup> de déchets nucléaires doivent être récupérés et conditionnés. Cela représente l'équivalent de vingt piscines olympiques de déchets nucléaires. Des déchets qu'on connaît mal. Dans les premières dizaines d'années d'activité de l'usine, il n'y avait pas de bordereaux de stockage des déchets, ou ils n'étaient pas remplis très précisément, ou ils ont été détruits. « **Dans un silo ancien, c'est au moment de la reprise des déchets anciens qu'on va découvrir ce qu'il y a.** »

Suivi des personnels sous-traitants

Le problème social du démantèlement, « **c'est celui du turnover des personnels sous-traitants. Cela nous tracasse** ». Il y a des appels d'offres tous les ans, ce n'est pas forcément la même entreprise qui les remporte. « **Nous avons demandé un suivi environnemental et un suivi social. On demandera à l'exploitant de nous donner la dosimétrie des personnels passant sur le chantier.** »

Pas d'impact significatif pour la population

La radioactivité qui sera relarguée avec le démantèlement, essentiellement sous forme de rejets liquides en mer, sera faible, 300 fois moindre que celle due au fonctionnement normal de l'usine, soit 3 centièmes de microsievert.

## Romandie News

### **Production d'isotopes médicaux: le réacteur Osiris redémarre**

PARIS - La production d'isotopes médicaux utilisés pour des examens d'imagerie médicale doit reprendre à partir du 25 novembre au sein du réacteur Osiris du Commissariat à l'énergie atomique qui vient de redémarrer après cinq mois de travaux, a annoncé jeudi le CEA.

Le réacteur de recherche Osiris, installé à Saclay (Essonne), assure 5% à 7% de la production mondiale de molybdène 99 servant, après transformation en technétium 99m, à 80% des examens de médecine nucléaire dans le monde.

Des isotopes médicaux sont utilisés en curiethérapie (traitement des cancers par voie interne) et lors d'examens d'imagerie comme la scintigraphie, pour explorer le fonctionnement du cœur, détecter des fractures ou des métastases osseuses.

Environ un million d'examens sont réalisés chaque année grâce au technétium 99m dans 220 services de médecine nucléaire en France et jusqu'à 8 millions en Europe, rappelle le CEA.

Le réacteur Osiris a redémarré jeudi après cinq mois de travaux, des "opérations de jouvence" réalisées par tranches depuis 2008 pour améliorer la sûreté de l'exploitation, avec notamment la construction d'un nouveau sas pour les manutentions, précise le CEA dans un communiqué.

Face au risque de pénurie d'isotopes médicaux, le CEA avait décalé de quelques semaines l'arrêt du réacteur, reportant à juin le début des travaux initialement programmé en mars.

Il s'agissait de faire face à l'arrêt imprévu du réacteur canadien NRU (40% de la production mondiale) et du réacteur HFR de Petten (Pays-Bas, 31% de la production mondiale).

"Osiris avait ainsi répondu temporairement à 20% des besoins mondiaux", souligne le CEA.

Le réacteur canadien datant de 1957, mis hors service en mai 2009 à la suite d'une fuite d'eau lourde, a pu redémarrer en août. L'Afrique du Sud contribue aussi à la production mondiale d'isotopes médicaux.

A partir de 2014, le réacteur de recherche français Jules Horowitz, en construction à Cadarache (Bouches-du-Rhône), devrait pouvoir prendre progressivement le relais d'Osiris.

Dépendant d'un nombre limité de réacteurs (sept dans le monde), production et acheminement des isotopes vers les hôpitaux sont aussi une course contre la montre car la radioactivité du molybdène 99 se réduit de moitié toutes les 66 heures. Injecté à un patient, le technétium 99m voit sa radioactivité divisée par deux toutes les six heures.

(©AFP / 18 novembre 2010 18h28)

*22 nov. 2010*



## **Vers les centrales de 4e génération**

Midi libre Édition du lundi 22 novembre 2010



DR

La section Sciences de l'Académie de Lascours a offert aux académiciens et au nombreux public, deux conférences animées par Christian Bonnet, directeur du CEA de Marcoule, et Bernard Giraud, l'un des artisans de l'exploitation de la centrale Phénix. Ces spécialistes ont su avec clarté et pédagogie présenter l'état de la recherche, en vue de la conception et de la construction d'une centrale dite de 4e génération.

L'augmentation démographique mondiale, les besoins accrus en énergie nécessitent une réflexion pour assurer, non l'avenir d'une seule source d'énergie, mais celui d'une multiplicité complémentaire de sources d'énergie (fossile - pétrole, gaz, charbon -, et bois, biomasse, éolienne, hydraulique, micro-hydraulique, photovoltaïque, etc.) sans oublier celui de l'énergie nucléaire de fission.

Dès à présent, il faut privilégier les énergies qui n'émettent pas de gaz à effet de serre, et limiter l'utilisation des combustibles fossiles

Il est temps de prévoir la production d'énergie de 4e génération, celle des années 2040. Cette génération sera celle des RNR (réacteurs à neutrons rapides) parce qu'ils permettent une utilisation complète de l'uranium, qu'ils sont capables de recycler sans limitation leur propre combustible, et qu'ils peuvent transmuter les déchets à longue durée de vie. Six concepts sont à l'étude dans le monde. La France planche sur le refroidissement par sodium ou par gaz.

Astrid (Advanced Sodium Technological Reactor for Industrial Development) est le nom du programme qui vise à exploiter le retour d'expérience des RNR, en particulier de Phénix, précurseur dans ce type de production.

La première étape de ce projet se situe en 2012 avec le dossier sur la faisabilité d'ensemble et sur la séparation des déchets les plus dangereux. Puis, le gouvernement décidera de la suite à donner. La décision d'engagement pour 2014 pourrait permettre la poursuite du projet avec une construction en 2017. En parallèle, il faudra créer le combustible au plutonium pour Astrid car au moins trois ans seront nécessaires pour fabriquer le premier cœur du réacteur. En 2020, il y aurait le chargement du combustible pour une mise en service en 2025.

**Techno-Science.net**

### **Physique**

Posté par Michel le Samedi 20 Novembre 2010 à 00:00:16

### **Production de radio-isotopes médicaux: redémarrage du réacteur Osiris**

Le réacteur Osiris du Centre CEA de Saclay a redémarré jeudi 18 novembre, après 5 mois de travaux. Ces opérations de jouvence étaient les dernières d'une série entamée en 2008, qui doivent permettre au réacteur Osiris de fonctionner en toute sûreté jusqu'en 2015. Outre les irradiations expérimentales, le redémarrage du réacteur permettra de reprendre la production de radio-isotopes à usage médical.

Le réacteur Osiris du Centre CEA de Saclay a divergé jeudi 18 novembre à 8h00, conformément au planning prévu. Ce redémarrage clôt une série de travaux menés "par tranches" (1) depuis 2008, pour améliorer encore la sûreté d'exploitation: construction d'un nouveau sas pour les manutentions, amélioration de la ventilation et de l'étanchéité de certains locaux, rénovation de la supervision,

notamment.

Les chercheurs et les industriels du secteur de l'imagerie médicale disposent ainsi d'un outil rénové et pleinement opérationnel, dont l'exploitation est prévue jusqu'en 2015 .

Le réacteur Osiris est un réacteur de recherche dont la fonction principale est de réaliser des irradiations expérimentales, pour étudier les caractéristiques mécaniques des combustibles et des **matériaux** nucléaires des réacteurs en service ou des futures générations.



Mais le réacteur Osiris a également une autre mission très importante aujourd'hui: la production de radio-isotopes artificiels utilisés en curiethérapie et en imagerie médicale , qui va reprendre à partir du 25 novembre. Osiris assure ainsi la fourniture de 5 à 7 % de la production mondiale de technétium 99m , utilisé lors des scintigraphies pour le diagnostic des pathologies osseuses et cardiaques (3). On estime que près d'un million de protocoles au technétium sont effectués chaque **année** en France dans les 220 services de **médecine nucléaire**, et huit millions en **Europe**.

Au printemps dernier , ces travaux de rénovation avaient été décalés de quelques semaines, avec l'aval de l'Autorité de sûreté nucléaire, pour faire face à une pénurie de technétium 99m due à l'arrêt imprévu de deux autres réacteurs, l'un au Canada (NRU), l'autre aux Pays-Bas (Petten). Osiris avait ainsi répondu temporairement à près de 20% des besoins mondiaux.

Pour l'avenir, le CEA travaille avec ses partenaires européens NRG (Pays-Bas), SCK•CEN (Belgique) et Université de Munich (Allemagne) pour assurer une coordination optimale des réacteurs de recherche . En parallèle, le CEA poursuit la construction, sur le site de **Cadarache**, du réacteur de recherche Jules Horowitz (RJH). Le RJH prendra progressivement le relai d'Osiris pour la production de radio-isotopes à usage médical . Sa mise en service est attendue pour fin 2014 .

*Notes:*

*(1) 2 mois et demi d'arrêt en 2008, 4 mois en 2009 et 5 mois en 2010, planifiés pour concilier au mieux cette rénovation et les besoins de la recherche et de l'industrie médicale.*

*(2) De type piscine à eau légère et à cœur ouvert.*

*(3) La fabrication des médicaments générateurs de technétium est assurée au niveau européen par les sociétés COVIDIEN, GE Healthcare et IBA/CIS/Bio, chacune pour 1/3, qui doivent s'approvisionner en Molybdène 99. Celui-ci provient soit de l'IRE (Institut national des radioéléments, en Belgique) soit de COVIDIEN, qui exploitent des installations leur permettant d'extraire le Molybdène 99 des cibles d'uranium enrichi irradiées en réacteur*

**L'EXPRESS**.fr

## Le plateau de Saclay, un défi pour l'avenir

Par Jacques Trentesaux, publié le 20/11/2010 à 15:36



Le plateau de Saclay doit devenir un pôle de recherche mondial.

AFP/Olivier Laban-Mattei

***En regroupant de 15 à 20 % de la recherche française, ce site de la région parisienne va-t-il devenir un pôle d'innovation d'envergure mondiale ? L'Elysée a relancé ce projet à 4 milliards d'euros. Et la communauté scientifique semble prête à suivre.***

Ce 24 septembre, le plateau de Saclay est en ébullition. Nicolas Sarkozy a décidé de s'inviter une nouvelle fois pour réaffirmer, lors d'une visite éclair, toute l'importance qu'il accorde à la création d'un campus de classe mondiale sur ces vastes terres agricoles situées à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Paris. Un projet élevé au rang de "chantier présidentiel" et suivi de près, à l'Elysée, par le secrétaire général, Claude Guéant, et le conseiller scientifique Bernard Belloc. "Ici se joue exactement une partie de l'avenir de la France", conclut solennellement - et à juste titre - Nicolas Sarkozy, après avoir officialisé l'arrivée de nouvelles grandes écoles, toutes plus prestigieuses les unes que les autres : Centrale, ENS Cachan, Mines-Télécoms, AgroParisTech, Ensaë... Lesquelles rejoindraient le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), le CNRS, Polytechnique, Supélec, ou encore HEC... Excusez du peu!

Faut-il enfin y croire? Voilà plus de cinquante ans que l'idée de faire émerger une cité scientifique à Saclay chemine en vain. Au fil des décennies, les velléités des différents gouvernements n'ont abouti qu'à des transferts au coup par coup - et dans la douleur ! - d'établissements certes illustres mais isolés les uns des autres. Si bien que le plateau demeure un étrange no man's land, occupé de-ci, de-là par des "bâtiments bunkers", des lotissements sinistres perdus dans un milieu hostile et repliés sur eux-mêmes. L'inverse des campus à l'anglo-saxonne, où il fait si bon vivre.

### **Ni simple campus, ni Silicon Valley**

Sur place, toutefois, les signes d'un frémissement apparaissent. Quelques grues ont fait leur apparition et deux nouveaux bâtiments sont presque achevés. C'est que, depuis dix-huit mois, l'Etat a fermement repris la main sur ce dossier. En mars 2009, un périmètre de 7700 hectares, situé à cheval sur les départements de l'Essonne et des Yvelines, a été défini et son aménagement confié à un établissement public.

Surtout, il y a de l'argent à la clef. Beaucoup d'argent. Près de 3 milliards d'euros au total, entre la manne du plan campus de Valérie Pécresse, le "milliard Saclay" du grand emprunt, que le président de la République a directement fléché sur l'opération, et d'autres fonds qui seront attribués sur appels d'offres. Bref, toutes les bases d'un vrai départ.

Autre élément favorable: le milieu de la recherche, longtemps connu pour ses cloisonnements, a amorcé sa mue. L'heure est à l'"interdisciplinarité", aux frottements entre disciplines jugées propices à l'innovation. Et les rapprochements s'opèrent. A Saclay, ce mouvement a conduit pas moins de 23 acteurs (2 universités, 10 grandes écoles, 6 organismes de recherche, 1 pôle de compétitivité, etc.) à se réunir au sein d'une Fondation de coopération scientifique. C'est elle qui a permis à ses membres de décrocher la plus grosse dotation du plan campus: 850 millions d'euros ! Et tous promettent de continuer à jouer collectif.

**2010** Le plateau réunit 43 000 personnes, dont 9 200 chercheurs et enseignants, 4 000 doctorants et 17 500 étudiants. Soit 10% de la recherche française.

**2020** Le plateau devrait regrouper 68 000 personnes, dont 12 000 chercheurs et enseignants, et plus de 30 000 étudiants. Soit de 15 à 20% de la recherche française.

"L'intérêt prodigieux de Saclay, c'est que nous travaillons tous main dans la main", témoigne Paul Vialle, président de la fondation. Poussant plus avant la logique d'intégration, celle-ci prendra bientôt ses décisions à la majorité - et non plus à l'unanimité - avec pondération des voix selon le poids des acteurs. Une avancée majeure.

Les conditions semblent donc réunies pour créer à Saclay un ensemble inédit en France... à tel point qu'on peine à le nommer ! Il ne s'agit ni d'un simple campus universitaire ni d'une Silicon Valley ; il s'agit plutôt d'un pôle d'excellence scientifique situé à la croisée des mondes de la formation, de la recherche et de l'innovation et ouvert sur son territoire. Une "cluster cité", tente Pierre Veltz, président de l'établissement public d'aménagement. D'ici à 2020, le plateau pourrait ainsi réunir de 15 à 20 % de la recherche française et exceller dans des domaines aussi variés que les sciences dures (physique, chimie, nanotechnologies), l'ingénierie, les technologies de l'information, la santé-biologie ou l'énergie et le climat. Une concentration exceptionnelle... qui effraie.

### **Un culte à l'excès de l'excellence?**

"Saclay, c'est un trou noir ! s'étrangle Isabelle This-Saint-Jean, vice-présidente (PS) du conseil régional d'Ile-de-France. Tout le monde s'y précipite sans aucune logique scientifique, juste parce qu'il y a de l'argent." L'ancienne présidente du collectif Sauvons la recherche met en cause cette "hyperconcentration", qui déséquilibre le paysage français de la recherche, et lui préfère de loin la "mise en réseau" des équipes. Le discours est semblable du côté de la ville de Paris, dépossédée de plusieurs de ses établissements de renom.



AFP/ERIC FEFERBERG

Nicolas Sarkozy, en compagnie de ses ministres Nathalie Kosciusko-Morizet et Valérie Pécresse en visite sur le plateau de Saclay en septembre 2010.

"Saclay ne doit pas être un bunker qui se suffit à lui-même", avertit Jean-Louis Missika, adjoint (PS) au maire de Paris, chargé de l'innovation et de la recherche. Les dernières annonces présidentielles ont passablement irrité Bertrand Delanoë, qui assure avoir été mis devant le fait accompli. "Si, pour financer leur déménagement, les écoles en venaient à vendre leurs locaux à des promoteurs prompts à les convertir en spas ou en résidences de luxe, on serait alors chez Ubu roi !" alerte Jean-Louis Missika. L'hôtel de ville l'assure: il usera de tous les moyens en sa possession pour maintenir la vocation universitaire des bâtiments.

Les détracteurs du projet Saclay avancent d'autres arguments. Selon eux, l'opération cultiverait à l'excès le culte de l'excellence au détriment du reste de la science et ferait la part trop belle à la valorisation économique. "L'Etat suit un raisonnement de court terme, martèle Isabelle This-Saint-Jean. Ce serait une grave erreur que d'abandonner une recherche fondamentale désintéressée." A demi-mot, certains pointent du doigt le CEA, qui ferait tout pour attirer à lui les jeunes thésards dont il a besoin, afin de négocier le grand virage des énergies alternatives au nucléaire. "Si nous sommes des forces de proposition, c'est au profit de l'intérêt collectif", se défend Yves Caristan, directeur du site de Saclay du CEA.

### **Le point noir des transports**

Sur un plan pratique, beaucoup s'interrogent sur les chances de succès de l'opération en l'absence d'un... réseau de transport adéquat. "Certains jours, des chercheurs internationaux de très haut niveau arrivent par le RER B, puis montent sur le plateau, leur valise à la main. Vous trouvez cela

normal?" interroge Yves Caristan. Soit tout de même une "balade" de quinze minutes depuis la station Lozère et... 300 marches à gravir ! Pour améliorer la situation, les collectivités locales défendent de longue date le déploiement d'un réseau de bus en site propre (c'est-à-dire avec une voie réservée). Une solution insuffisante pour dissuader le recours massif à la voiture individuelle.

**1946** Le CNRS s'implante à Gif-sur-Yvette (Essonne).

**1952** Le CEA s'installe à Saclay (Essonne).

**1955** Premières implantations de la future université Paris XI en Essonne, à Orsay et à Bures-sur-Yvette.

**1964** HEC déménage à Jouy-en-Josas (Yvelines).

**1975** Supélec s'installe au Moulon (Essonne).

**1976** Polytechnique rejoint Palaiseau (Essonne).

Tous les espoirs se portent donc sur le fameux métro automatique à grande vitesse imaginé par l'ancien secrétaire d'Etat au Développement de la région capitale Christian Blanc, et repris à son compte par le président de la République. "On ne peut pas faire un campus moderne et être à plus d'une demi-heure du centre de Paris", a rappelé Nicolas Sarkozy lors de sa venue, en confirmant la réalisation de la boucle Versailles-Saclay-Massy du métro, la plus éloignée de la capitale. "C'est celle qui sautera la première !" pronostique Jean-Paul Huchon, président (PS) du conseil régional d'Ile-de-France. En cause : son coût (4,8 milliards d'euros pour 36 kilomètres) et la faiblesse estimée de son trafic (de 6 000 à 8 000 voyageurs seulement sur ce tronçon aux heures de pointe). Et quand bien même sa construction irait à son terme, l'inauguration ne pourrait intervenir avant... 2023. Soit de cinq à huit ans après l'arrivée des nouvelles écoles sur le plateau. Malgré tout, la petite équipe missionnée par l'Etat travaille d'arrache-pied. "La réussite du campus passe par son aménagement et le ménagement du territoire", indique joliment Pierre Veltz. Pour éviter les erreurs du passé, il faudra construire dense, mutualiser les espaces, mêler les fonctions universitaire, économique et urbaine, préserver l'environnement... Autrement dit, faire émerger un lieu de vie, avec des laboratoires, des entreprises, des facs, certes, mais aussi avec des bistrotts et des terrasses. Un défi jamais relevé à cette échelle. C'est pour cette raison qu'il a été décidé d'y transférer la majeure partie de l'université Paris XI, avec ses 15 000 étudiants et ses 4 000 salariés. Un choix audacieux... et coûteux, puisque l'addition s'élève à plus de 1,1 milliard d'euros. On le voit : la feuille de route est redoutable. Mais l'enjeu est de taille. Diverses études ont montré que, mieux organisé et imbriqué avec le secteur privé, le potentiel scientifique et technologique rassemblé aujourd'hui à Saclay pourrait entraîner la création de dix fois plus d'emplois. Déjà, de nouvelles entreprises lorgnent du côté du plateau. EDF va y transférer sa direction de la recherche. Et Total finalise un projet d'implantation dans le domaine des cellules photovoltaïques à couches minces... A la Fondation de coopération scientifique, on espère susciter la création de 100 jeunes pousses par an à partir de 2015.

### **Les collectivités locales ont claqué la porte**

Reste que, pour boucler l'intégralité de l'opération, il faut réunir la bagatelle de 4,4 milliards d'euros. "Il en manque un, au bas mot", estime Guy Couarraze, président de Paris XI. Dans ces conditions, l'apport des collectivités locales (agglomérations, départements, région...) est indispensable. Or celles-ci, furieuses d'être considérées comme quantité négligeable, viennent de claquer la porte du conseil d'administration de l'Etablissement public. "Définir un schéma d'aménagement sans les élus qui se coltinent les habitants est tout simplement inimaginable, insiste François Lamy, député maire (PS) de Palaiseau (Essonne)."

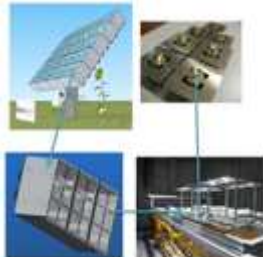
Si les collectivités locales finissaient par apporter, comme espéré, environ 400 millions d'euros, l'équilibre financier ne serait d'ailleurs toujours pas atteint. "Beaucoup d'écoles se bousculent au portillon, mais il va falloir faire des choix", reconnaît Pierre Veltz. Son espoir ? Engager suffisamment le mouvement pour créer une impulsion irréversible, afin de hisser le plateau parmi

les 10 premiers campus du monde d'ici à 2020. Et imposer "Paris-Saclay" comme une marque mondiale, à l'image du MIT, d'Oxford ou de Stanford. Un sacré défi.

Pour en savoir plus, les habitants des environs du plateau de Saclay peuvent se procurer notre supplément régional "Le plateau de Saclay dans 10 ans"

## Les promesses du photovoltaïque à concentration

Instantanés Techniques LE22 nov. 2010



En cours de tests sur le site du CEA-Cadarache avant leur commercialisation en 2011, les unités photovoltaïques à concentration (CPV) d'Heliotrop montées sur un suiveur solaire rendront l'électricité photovoltaïque accessible à tous grâce à une moindre utilisation de matériaux semi-conducteurs et un rendement proche de 30 %. Explications.

Start-up spécialisée dans le domaine de l'[énergie solaire](#), Héliotrop qui a installé à Cadarache, sur le site du CEA, sa première unité photovoltaïque à concentration (CPV ou Concentrated PhotoVoltaics), montée sur suiveur solaire (« tracker »), baptisée « 900 soleils » implantera un pilote de deuxième génération aux performances accrues (concentration de 1.024 soleils), au cours du quatrième trimestre 2010. Une ultime étape de tests avant la commercialisation de cette [technologie](#) dès 2011 avec pour objectif un prix du kWh inférieur à 0,15 € et 20 % du marché mondial du CPV en 2015.

« Les modules CPV constituent une révolution dans le monde du photovoltaïque : la technologie très haute concentration Heliotrop permet des coûts compétitifs et un rendement élevé, ce qui rapproche l'électricité solaire de la parité réseau dans les zones à fort ensoleillement » déclare Paul Bellavoine, Directeur Général de la société Heliotrop. « D'ici 5 ans, le marché mondial du CPV devrait peser 3 milliards d'euros et représenter 1 GW, soit plus de 10 % du marché du photovoltaïque ».

Le principe du CPV qui est le fruit d'une collaboration avec le CEA-Liten, notamment ses équipes de l'INES et une PME internationale de mécanique, en Vendée, est simple. « Grâce à des lentilles de Fresnel, nous concentrons l'énergie du soleil par 900 sur des [cellules III-V triple jonction](#) à haut rendement (37 %) , utilisées depuis quatre décennies sur les satellites car elles permettent de capturer une partie plus large du spectre de la lumière du soleil » explique Jean-Edouard de Salins, Président d'Heliotrop. « Chaque unité CPV Génération 1 génère une puissance de 7kW et l'installation de plusieurs centaines d'unités permet donc de créer des centrales solaires de puissance supérieure à 10 MW, l'équivalent de la consommation électrique d'une ville de plus de 15.000 habitants ». Comparé au CSP (Concentrating Solar Power), le CPV offre une meilleure approche qualitative : un besoin d'eau beaucoup plus faible, une grande flexibilité dans la taille des centrales et un temps de réponse de retour à la production beaucoup plus faible après un passage nuageux.

### Des modules CPV montées sur un suiveur solaire deux axes

Nécessitant un ensoleillement direct, les unités d'Heliotrop sont constituées de modules CPV montées sur un suiveur solaire deux axes (fonctionnement en boucle ouverte ou asservie avec capteur vectoriel), qui ajuste son orientation avec la trajectoire du soleil. Elles sont peu sensibles à la chaleur (leur sensibilité est 8 fois plus faible que les panneaux en silicium) et présentent l'avantage de respecter l'environnement : les modules CPV étant montés sur un tracker, donc surélevés, il est possible de partager le terrain avec une exploitation agricole (élevage ovin, culture maraichère, etc.). Ces unités qui sont conçues pour une durée de vie largement supérieure à 25 ans, montrée par des tests de vieillissement accéléré, nécessitent, à puissance égale, moins d'espace qu'une centrale photovoltaïque classique.

« Nos unités CPV contribuent à la baisse du prix des centrales solaires puisqu'une concentration de 900 soleils signifie 900 fois moins de matériau semi-conducteur nécessaire » assure Paul Bellavoine. «

Et le rendement total du système dépassera les 27 %, soit environ 2 fois celui des panneaux silicium et 3 fois celui des couches minces» ajoute Jean-Edouard de Salins. Mais, grâce aux progrès de la recherche, les systèmes à concentration atteindront d'ici quelques années un rendement de l'ordre de 50 %, c'est-à-dire que la moitié de l'énergie provenant des rayons du soleil sera convertie en électricité.



# DIVERS

## • Otages au Mali : Paris sommé de négocier avec Ben Laden

Par lefigaro.fr

19/11/2010 | Mise à jour : 11:15 Réactions (205)

S'ABONNER AU FIGARO.FR - 8 €/mois



Une première preuve de vie, une photo des prisonniers, a été diffusée fin octobre. Crédits photo : GRAB/AFP

**Dans un message en cours d'authentification, le chef de l'Aqmi exige que les négociations pour la libération des cinq Français prisonniers soient conduites par le chef d'al-Qaida. «La politique de la France ne sera pas dictée à l'extérieur», a prévenu Michèle Alliot-Marie.**

Oussama Ben Laden deviendrait-il interlocuteur clé pour la libération des cinq employés français d'Areva et de Satom, capturés en septembre au Niger par al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) ? Dans un message audio encore non authentifié, le chef de l'Aqmi a désigné jeudi le fondateur d'al-Qaida comme négociateur. «Toute forme de négociation sur ce sujet à l'avenir sera conduite avec personne d'autre que notre Sheikh Oussama ben Laden et selon ses conditions», a affirmé l'Algérien Abdelmalek Droukdel dans un enregistrement diffusé par la chaîne de télévision Al-Jazira et relevé par le centre américain de surveillance des sites islamistes SITE. «Si vous voulez que vos citoyens qui sont prisonniers chez nous soient sains et saufs, alors vous devez vous dépêcher et retirer vos soldats d'Afghanistan selon un calendrier précis que vous rendrez public», a ajouté le patron de l'Aqmi, qui a revendiqué le 21 septembre l'enlèvement des Français.

Mais la ministre des Affaires étrangères a d'ores et déjà opposé une fin de non recevoir. «La France ne peut accepter que sa politique soit dictée à l'extérieur par qui que ce soit». «La France fait tout ce qui est en son pouvoir pour que tous les otages, où qu'ils soient, soient libérés sains et saufs», a prévenu Michèle Alliot-Marie, dont les services sont en train d'authentifier l'enregistrement. Un premier message de revendications présenté comme venant de l'Aqmi avait été diffusé mi-octobre sur al-Arabiya. **Les ravisseurs réclamaient** l'abrogation de la loi sur l'interdiction du niqab, la libération d'activistes et sept millions d'euros en échange de la libération des otages. Mais la France avait des doutes sur la véracité et le sérieux du message. Ces demandes ne sont jamais remontées jusqu'au gouvernement français.

Pour Jean-Charles Brisard, spécialiste d'al-Qaida, l'appel d'Aqmi a un objectif strictement interne : rassembler les membres du mouvement autour de leur chef :



L'enregistrement de l'Aqmi, diffusé jeudi, survient trois semaines après la diffusion **d'une allocution d'Oussama Ben Laden** dans laquelle le leader d'al-Qaida avertissait que la France ne connaîtrait pas la sécurité tant qu'elle ne retirerait pas ses troupes d'Afghanistan et ne mettrait pas un terme à «ses injustices» à l'égard des musulmans. A l'image de l'interdiction du voile intégral. Cette intervention de ben Laden avait été interprétée par les experts comme un «blanc-seing» donné à l'Aqmi, dont les responsables ont fait allégeance à al-Qaida début 2007.

**Juppé** : «toutes les raisons de penser que les otages sont en vie»

**Les cinq Français ont été enlevés**, en même temps qu'un Malgache et un Togolais, dans la nuit du 15 au 16 septembre à Arlit dans le Nord du Niger, sur le site d'une mine d'uranium exploitée par Areva. Selon des sources maliennes et françaises, les otages sont détenus dans des collines désertiques du Timétrine, dans le nord-est du Mali, à une centaine de kilomètres de l'Algérie. **Une première preuve de vie**, une photo des prisonniers, a été diffusée fin octobre. Parmi les otages, le sort de Françoise Larribe, la seule femme du groupe suscite l'inquiétude. L'épouse d'un des cinq Français kidnappés souffre d'un cancer. Elle a reçu, il y a quelques jours par l'intermédiaire du Mali, **des médicaments**.

Le nouveau ministre français de la Défense, Alain Juppé, a indiqué mercredi qu'il y avait «toutes les raisons de penser» que les otages étaient vivants et en bonne santé, assurant qu'il existait des «contacts» avec les ravisseurs. De son côté, Daniel Benjamin, coordinateur pour l'antiterrorisme au Département d'Etat américain a rappelé également l'opposition de principe des Etats-Unis au paiement de rançons pour récupérer les otages de l'Aqmi. «Nous ne voulons pas nourrir les animaux sauvages parce qu'ils reviendront pour en avoir plus», a-t-il affirmé. L'Aqmi, dont les activités s'étendent du sud de l'Algérie au Mali, au Niger et à la Mauritanie, a multiplié les enlèvements d'Occidentaux ces dernières années. Le groupe a notamment revendiqué l'exécution cet été de l'humanitaire **Michel Germaneau**.

## ENVIRONNEMENT

### ***Cancún : dépression annoncée sur le climat***

Nord éclair Publié le samedi 20 novembre 2010 à 06h00



*Tomas et ses 135 km/h a touché les caraïbes à la mi-novembre. Photo AFP*

Du 29 novembre au 10 décembre se tiendra à Cancún une conférence sur la lutte contre le réchauffement climatique. Sous l'égide de l'ONU, elle a pour visée de faire oublier l'échec du

sommet de Copenhague qui, l'année dernière, n'avait abouti qu'à un accord non contraignant obtenu à la dernière minute par une poignée de chefs d'État. Enjeux.

NOÉMIE COPPIN > france.monde@nordeclair.fr

Le protocole de Kyoto expire en 2012. Et après, quoi ? Cancún pourrait esquisser quelques pistes, même si les experts s'accordent à dire que l'espoir d'aboutir à un accord est mince. La Chine et les États-Unis, les deux plus gros pollueurs de la planète qui ne sont à ce jour contraints à aucune obligation de réduction de leurs émissions, se renvoient la balle. Pour la Chine, pas de contrôle extérieur vis à vis des engagements, et du côté de l'Oncle Sam, peu d'efforts de lutte contre le réchauffement.

Et les pays en développement ? Un manque de confiance complet vis-à-vis des États les plus riches, et toujours dans l'attente des fonds promis à Copenhague pour les accompagner face aux impacts du changement climatique.

La désillusion de Copenhague. Obtenu en décembre, l'accord de Copenhague, non contraignant, fixait un objectif visant à limiter le réchauffement climatique à un maximum de 2°C au-dessus du niveau préindustriel. Mais sans définir les chemins pour atteindre ces objectifs. Résultat, les réductions d'émissions sont bien inférieures aux promesses engagées. L'accord prévoyait aussi une aide annuelle de 100 milliards de dollars d'ici 2020 pour les nations en développement, mais sans spécifier l'origine de ces fonds.

L'ONU appelle au compromis. Avant même l'ouverture des discussions de Cancún, l'ONU a appelé les États du monde au compromis. Elle l'avait déjà fait à plusieurs reprises, comme Tianjin, en Chine, il y a deux mois, où les représentants de près de 190 pays s'étaient réunis autour de la table des négociations. La secrétaire exécutive de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Christiana Figueres, avait alors appelé les gouvernements à accélérer la recherche d'un accord global sur le changement climatique : « Un résultat concret à Cancún est crucial pour restaurer la confiance et éviter au multilatéralisme d'être perçu comme une route sans fin ». Des paroles qui sonnent creux face à la défiance des États en développement, en attente de transparence et d'aide financière face au réchauffement climatique. D'ailleurs, à Cancún, l'ONU n'espère même plus un accord contraignant, mais se contenterait simplement d'un « paquet de décisions définissant la base d'un accord », comme le souligne Christiana Figueres : « les décisions prises à Cancún ne seront peut-être pas exhaustives, mais un paquet équilibré de mesures peut aboutir à des résultats forts sur le court terme et long terme afin de répondre au changement climatique de manière effective ».

Comme un appel de la dernière chance, Christiana Figueres demandait aux États, il y a dix jours « d'équilibrer leurs attentes, afin que chacun puisse revenir dans son pays avec un résultat positif ».

Force est de constater que des différends politiques opposent les nations participantes, notamment en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de mise en oeuvre du Protocole de Kyoto.

Les États-Unis, loin d'un accord global. Le scénario le plus probable est celui d'une avancée sur seulement quelques volets du dossier climatique. Les États-Unis, outre leur rejet en bloc d'un traité global, se voient largement critiqués dans leur allocation de l'aide aux pays en développement. Une aide, promise à Copenhague, qui se voit modulée en fonction d'intérêts stratégiques. C'est ainsi que la Bolivie et l'Équateur, des alliés de Cuba et du Venezuela, se sont vu refuser respectivement 3 millions et 2,5 millions pour avoir invité la plénière de Copenhague à ne pas entériner la stratégie étasunienne. Une politique d'aide sélective confirmée par le négociateur en chef, Todd Stern, selon qui « les États-Unis vont utiliser ces fonds auprès de pays qui ont indiqué leur intérêt pour l'accord ». L'idée de l'allocation des aides par le biais d'un fonds unique commun n'a pas été actée par Copenhague. Lw